

Le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE

ADMINISTRATION-REDICTION : 9, Rue de Bondy — PARIS 10° — Téléphone : BOTzaris 68-27 (Métro : Porte St-Martin)

Les impérialismes
" démocratiques " et
leurs gouvernements
ont choisi :
**Ils préfèrent
Franco**

Le 6 Mars la preuve en sera faite

PROLETARIAT, REVEILLE-TOI!

Notre devoir

La démission de Marceau Pivert qui occupait, comme on sait, un poste important auprès du gouvernement, doit être considérée comme un des faits les plus symptomatiques indiquant l'inquiétude, pour ne pas dire plus, qui s'est emparée des militants socialistes. Sans doute, les raisons de Marceau Pivert sont-elles approuvées par les masses qui suivent encore Léon Blum, mais qui sont de plus en plus effrayées par les conséquences extérieures de l'expérience du Front populaire. Nous relevons un article de Lagorgette, autre militant socialiste, qui, lui aussi, exprime ses craintes et qui accuse le parti communiste d'avoir sciemment provoqué une véritable psychose de guerre lors du pseudo débarquement de troupes allemandes à Melilla. Enfin le *Populaire* lui-même se plaint de la duplicité du même parti communiste qui présente fausement la décision du gouvernement russe concernant la politique de non-intervention et la surveillance des côtes espagnoles.

Tous ces faits montrent que des réactions saines se produisent contre une politique inspirée du seul souci de l'impérialisme français et qu'on aurait tort de penser qu'on ne peut élever aucun barrage contre la guerre qui vient. On sait que nous n'avons jamais, dans ce journal, recommandé le désespoir comme vertu révolutionnaire. Ce n'est pas ainsi que nous comprenons le défaitisme et nous pensons que, devant le formidable danger qui nous menace, nous avons autre chose à faire qu'à nous croiser les bras en attendant la mort ou à prêcher le débrouillage individuel. Jusqu'à la dernière minute, nous devons tenir bon sans nous abandonner à la tentation d'un pessimisme vraiment trop commode. Il sera temps, dans l'hypothèse où tout serait perdu, de recourir au sauve-qui-peut et de chercher le salut dans les suggestions de l'instinct de conservation.

Mais peut-on penser que tout puisse être perdu ? Au cœur même de la débacle ne peut-on trouver des raisons d'espérer une revanche prochaine ?

LASHORTES.

(Suite en page 4.)

Un succès !

Ce sera notre fête du samedi 13 mars à Wagram.

La musique et le chant, la poésie et la comédie trouveront leurs meilleurs interprètes dans les artistes de choix qui prêteront leur concours à cette

Soirée de Solidarité

organisée au profit des miliciens et aussi de notre colonie enfantine.

Les concours qui nous sont promis nous permettent d'annoncer, dès maintenant, que nous pourrions compter sur la présence d'Aimée Mortimer et de Luccioni, de l'Opéra ; de Marie Bell, Balpétré, Julien Bertheau, de la Comédie-Française ; de Charles Friant, Bourdin, Renée Gilly, de l'Opéra-Comique.

Nos amis Gilles et Julien et Danvers amèneront la note fantaisiste ; cependant que Maurice Rostand, Goupil, René-Paul Groffe, Aimée Morin, Stello, etc., représenteront la poésie et la chanson satirique et révolutionnaire.

Ajoutons enfin que la chorale « La Armonia » se fera entendre sous la direction d'Armand Nunz.

La semaine prochaine nous publierons d'ailleurs le programme intégral et définitif.

Mais, dès à présent, que chacun s'emploie à assurer le placement du plus grand nombre possible de cartes (7 francs et 4 francs pour les enfants) qu'on peut dès maintenant retirer à notre Centre de ravitaillement, 26, rue de Crussol (11°), et au Libertaire, 9, rue de Bondy (10°).

Contre le blocus, tous ce soir au rendez-vous

Les Etats fascistes envoient des armes et des hommes à Franco. Les nations démocratiques affament le prolétariat espagnol par des mesures économiques.

Le Front Unique Capitaliste est réalisé contre la Révolution ibérique !

Il faut que le prolétariat forge son front révolutionnaire, pour sauver ses frères d'outre-Pyrénées.

C'est ce soir qu'a lieu notre meeting, organisé en collaboration avec le Comité pour la Révolution Espagnole et le Comité d'Action Socialiste pour la levée de l'embargo.

Il faut que cet appel soit écouté.

Il n'est pas possible que le peuple de Paris ne fasse pas entendre sa protestation vigoureuse contre la nouvelle trahison du blocus qui étouffe la révolution espagnole.

Le blocus est, en fait, une nouvelle arme mise dans les mains de Franco. C'est un nouveau coup dans le dos des vaillants combattants qui luttent à la fois contre le fascisme et pour l'instauration d'une société à base nouvelle, égalitaire et libertaire.

Le gouvernement de Front populaire, par son inertie d'abord, par ses atteroiements ensuite, et par sa lâcheté enfin devant le chantage des impérialismes « démocratiques » ou fascistes, porte une lourde responsabilité dans cette affaire.

Il ne sera pas dit cependant que cette nouvelle trahison, s'ajoutant, hélas ! à tant d'autres, sera accomplie dans le silence.

Que tous nos amis, que tous nos lecteurs, que tous ceux, innombrables encore, heureusement, à Paris qui ne se résignent pas à cet étranglement de tout un peuple, accourent ce soir à la Mutualité pour entendre notre appel et clamer avec nous leur indignation !

LE COMITE POUR L'ESPAGNE LIBRE.

SOUS L'EGIDE DU COMITE POUR L'ESPAGNE LIBRE, DU COMITE POUR LA REVOLUTION ESPAGNOLE, DU COMITE D'ACTION SOCIALISTE POUR LA LEVEE DE L'EMBARGO

PARLERONT CE SOIR A 20 H. 30

Salle de la Mutualité (24, rue Saint-Victor)

ANTONA de la C.N.T.-F.A.I.	BUISSON Secrétaire de la C.G.T.	GORKIN du P.O.U.M.	ZYROMSKI du Parti socialiste
R. FREMONT de l'Union anarchiste	Marceau PIVERT du Parti socialiste	JOSS des J.E.U.N.E.S.	HUART du Comité pour l'Espagne libre
Marcel FOURRIER du Comité pour la Révolution espagnole	RIDEL des Jeunesses anarchistes	Jean ROUS du Parti ouvrier internationaliste	FERRAT de l'Association communiste révolutionnaire
Lucien WEITZ de l'Entente des Jeunesses socialistes de la Seine	Fred ZELLER des Jeunesses socialistes révolutionnaires		

Contre l'étranglement de la révolution espagnole

Nota. — Les portes ouvriront à 19 h. 45. Il sera perçu 2 francs de droit d'entrée. Les militants de l'U.A. et de la J.A.C. sont convoqués à la Mutualité à 19 heures pour le service d'ordre.

La retraite pour les vieux

Peu de gouvernements se sont occupés, à travers l'histoire du prolétariat, des moyens d'existence dont disposaient les vieux travailleurs à la fin de leur vie. Il faut même arriver jusqu'à la Convention pour que soit créé un livre de bienfaisance nationale ou étaient inscrits d'office tous les vieux travailleurs indigents à partir de 60 ans.

De si belles dispositions disparurent malheureusement avec la Révolution, et pour longtemps.

La République de 48 mit bien dans la constitution que la Société devait fournir l'assistance aux vieillards. Mais l'assemblée législative refusa l'article qui donnait du pain à ceux qui avaient travaillé à constituer la richesse de cette bourgeoisie dont un des plus sinistres représentants, Thiers, ajoutait dans un discours demeuré célèbre qu'il y avait danger pour l'Etat de subvenir aux moyens d'existence des vieillards.

Ce n'est qu'en 1905 que la III^e République songea à s'occuper d'eux 300 francs par an et à la condition expresse qu'ils n'aient aucun autre moyen de vivre et à partir de 70 ans seulement.

En 1910, passe la loi sur les retraites ouvrières qui prévoyait un versement annuel de 120 francs à l'âge de 60 ans, ce qui, après trente années de versements, fait actuellement avec les bonifications survenues, environ 600 francs.

Quant aux assurances sociales, chacun sait que l'on ne pourra toucher les 4.000 fr. de retraite qu'en 1960 ! Et d'ici là, la retraite



ne sera que proportionnelle au nombre d'années de versements, c'est-à-dire entre 600 et 4.000. Il y a encore l'hospice...

Récemment, une proposition de loi donnait pour les travailleurs arrivés à 60 ans une pension qui pourrait être de 3.000 à 3.600 francs avec majoration pour l'épouse. Un contre-projet déposé par l'actuel ministre du Travail et englobant tous les travailleurs ayant atteint l'âge de 65 ans et ne leur accordant qu'une aide moyenne de 3.000 fr., cela ne coûterait au budget que 3 milliards par an.

Si l'on songe que le travail mécanique et la vie toujours plus accélérée que nous menons usent les hommes de plus en plus rapidement, que le surcroît de main-d'œuvre occasionné par le chômage ne permet plus à un prolétaire manuel ou intellectuel de chercher un emploi s'il a 50 ans et bien souvent moins. Les projets actuels sont donc encore absolument insuffisants.

Alors que nous voyons chaque jour que dans quelque endroit du monde l'on jette ou l'on détruit volontairement le produit du travail des hommes, nous voyons aussi un gouvernement socialiste léziner et atteroyer pour qu'enfin justice soit rendue à ceux qui constitueront par leur travail toutes les richesses dont nous disposons, alors qu'ils devraient avoir le droit naturel de compter sur la collectivité quand ils deviennent dans l'impossibilité d'obtenir par le travail le minimum de ressources indispensables à l'existence.

E. GALET.

Pauvre syndicalisme ! Le congrès de l'Union des syndicats de la région parisienne qui s'est déroulé ces temps derniers, a été tout ce que l'on voudra, sauf un congrès syndicaliste.

Les néo-patriotes du communisme y « maniaient la trique ».

Et les quelques rares délégués qui n'étaient pas dans la ligne, et qui se permirent au nom de leur organisation d'apporter des critiques à la nœtiste politique des moscouitaires, reçurent en récompense une bordée d'injures de l'équipe d'aboyeurs patentés aux ordres des Thorez et des Gitton.

En un mot : c'était le règne du knout venant en droite ligne du Kremlin.

Les débats eurent lieu sous les plis du drapeau tricolore.

Le « torchon » de Villeneuve-Saint-Georges et de Raon-l'Etape était sur la tribune, marie pour la circonstance au drapeau rouge des luttes ouvrières. Quelle déchéance ! Et, il ne s'est pas trouvé parmi tous ces délégués un homme, mais un vrai assez courageux pour relever le défi ?

Arracher la « langue » et la faire « bouffer » à tous — profiteurs et fonctionnaires du syndicalisme — ceux qui s'en sont servis comme « cliché » dans leurs discours de réunion publique pour attiser la haine des prolétaires contre le militarisme et le régime capitaliste que personnifie cet embleme... Et bien non ! aucune réaction ne s'est produite parmi ces représentants d'un million de syndiqués. La race des « onoclastes » a certainement disparu du mouvement ouvrier.

Et pourtant « les gestes syndicalistes » sont plus que jamais de circonstance.

Que nous voilà loin de l'acte des syndicalistes du Chambon-Feugerolles qui un soir d'élection balancèrent par les fenêtres de la mairie les urnes et leur contenu...

Plus nous regardons de près le syndicalisme électoral et front populaire d'aujourd'hui, puis nous nous sentons éloignés des beaux faits « d'action directe » d'avant-guerre.

Sabotage des retraites militaires : tous les samedis soir, Paris était transformé en champ de bataille.

C'était la belle époque où le syndicalisme éteignait les « lampions » du militarisme.

Aujourd'hui, on les « allume » pour éclairer la route à Blum...

Une autre fois, la C.G.T. décida le sabotage du grand prix de Longchamp en invitant les révolutionnaires parisiens à se porter en masse au champ de course pour faire aboutir certaines de leurs revendications. Aujourd'hui la C.G.T. est à la remorque du gouvernement, et les ouvriers du bâtiment acceptent de faire des heures supplémentaires pour que M. Blum, puisse ouvrir « son exposition » le 1^{er} mai, c'est une façon très adroite de détourner — une fois de plus — de son véritable but, ce jour de revendications et de révoltes ouvrières. Les organisations du Front Populaire — C.G.T. comprise — refusent de participer à une manifestation de rue en faveur de nos camarades d'Espagne. Mais le 1^{er} mai prochain, ils s'abriteront le champagne avec nos dirigeants. Et pour terminer la fête, on dansera à tous les coins de rue sur les cadavres des victimes du fascisme espagnol.

Ce du syndicalisme ? Poush !

Allons debout ! en souvenir de tous nos martyrs. Debout les véritables syndicalistes, debout les anarchos, et essayons de ramener ce beau mouvement dans la voie qu'il n'aurait jamais dû quitter, celle de la révolution sociale, que nos amis de la C.N.T. et de la F.A.I. essayent de réaliser.

LE MEILLOR.

Donnez, donnez pour ces enfants..!

La semaine passée, un camion de trois tonnes est parti pour l'Espagne, à destination de notre colonie enfantine, chargé de vêtements et de vivres. Mais il en faudra d'autres, nombreux et réguliers pour ravitailler 200 enfants.

Et nous voulons que ces 200 gosses, que nous avons pris à notre charge, ne manquent de rien ; nous voulons qu'ils aient le nécessaire et aussi le superflu.

Pauvres petits ! Nous ne les gâterons jamais trop, car la douceur dont nous les entourons ne remplacera pas la tendre affection de parents qu'ils ne reverront plus.

Le Comité pour l'Espagne libre.

Nota. — Apprenez ou adressez vos dons au Centre de ravitaillement, 26, rue de Crussol, Paris (11°). Ce qu'il nous faut de préférence : du lait condensé, du chocolat, du cacao, du sucre, des légumes secs, des vêtements et du linge.

Pour les huit pages abonnez-vous au libertaire

Dans notre dernier numéro nous avons exposé à nos lecteurs que les difficultés financières dues à l'augmentation des prix d'imprimerie, d'édition et d'expédition, nous obligeaient à envisager l'augmentation du prix de vente du LIBERTAIRE. Beaucoup de nos lecteurs nous ont écrit à ce sujet. Certains — les plus nombreux — qui estiment cette hausse inévitable nous demandent de porter hardiment le prix à 0 fr. 75 et de faire les 8 pages. D'autres — en moindre nombre — nous conseillent au contraire la prudence et nous demandent même, de ne paraître, si cela était nécessaire que sur quatre pages. Disons tout de suite que nous ne voulons envisager aucune de ces deux solutions extrêmes. Les six pages sont déjà trop insuffisantes pour répondre aux nécessités de la propagande. Quant à l'augmentation, elle sera exactement fonction de l'aide que nous recevrons dans les jours immédiats.

Elle peut même être évitée, si tous nos amis le veulent.

Nous l'avons souvent répété : la force d'un journal tient dans le nombre de ses abonnés. Si celui-ci pouvait atteindre les 5.000 et notre vente à la rue les 15.000, non seulement nous pourrions maintenir notre prix à 0 fr. 50, mais encore nous pourrions chaque semaine paraître sur huit pages. C'est donc vers ce but que doit tendre notre effort.

Nous tenons à la disposition des groupes et de nos amis des carnets d'abonnements. Tous doivent comprendre qu'il ne faut pas attendre plus longtemps pour nous en faire la demande. D'autre part, nous préparons une affiche de propagande pour le journal qui sera prête incessamment.

Nous avons tenu samedi dernier une importante réunion des secrétaires et trésoriers de groupes de la région parisienne, pour envisager dans chaque groupe la création de comités de presse, qui auront pour but : 1° d'intensifier la vente à la rue ; 2° recueillir de nouveaux abonnés, et 3° assurer le contrôle de la vente dans les kiosques.

Chacun s'est engagé à faire le maximum. Les résultats ne se feront pas attendre. Mais il faut que cet exemple soit suivi dans toute la France. Il faut que dans chaque groupe soit constitué un comité de presse. Partout, il faut renforcer la vente à la rue, car ne l'oublions pas, c'est là notre meilleure publicité.

Beaucoup de nos amis nous écrivent pour nous exprimer leur satisfaction de la bonne tenue du journal. Nous tenons à leur dire que nous voulons encore en améliorer sensiblement la tenue. Nous avons déjà exposé à nos lecteurs les améliorations rédactionnelles que nous voulons apporter à notre journal. Chaque mois, nous ferons une page de littérature prolétarienne dont notre ami Poulaille a bien voulu assumer la direction ; une page économique que Daurat rédigera et bientôt nous pourrions annoncer d'autres initiatives de ce genre, mais pour cela IL NOUS FAUT LES HUIT PAGES HEBDOMADAIRES.

Camarades, il ne tient qu'à vous de hâter ces réalisations : Abonnez-vous !... Diffusez le « Libertaire », VOTRE LIBERTAIRE !

BULLETIN D'ABONNEMENT au "LIBERTAIRE"

FRANCE ETRANGER

52 Nos. 22 fr. 52 Nos. 30 fr.

26 Nos. 11 fr. 26 Nos. 15 fr.

Chèque postal : N. Faucier, Paris 506-03

9, rue de Bondy (109)

Téléphone : BOTZARIS 08-27

Je soussigné déclare souscrire un abonnement de

à partir du pour la somme de

dont je vous envoie le montant.

SIGNATURE :

Nom (1) le 1933

Ville : Adresse : Département :

(1) Ecrire très lisiblement.

LA VERITE

— Tu en fais une tête ? Cependant, ça va les affaires...

— Oui, mais devoir ça à un gouvernement de Front Populaire.

Telle est au bas d'un croquis de la « Tribune des Fonctionnaires » du 23 janvier, la légende qui explique les attitudes de deux bourgeois huppés, retirés à l'écart d'une salle de bal où les couples n'ont pas du tout l'air de s'ennuyer.

Sans doute la rédaction de la « Tribune » a cru servir la cause du Front Populaire en présentant à ses lecteurs ce croquis et cette légende. Elle a cru trouver la note juste pour rallier à un gouvernement « issu » du peuple, les éléments modérés voire droitières des citoyens.

Cette note-là me fait hurler, moi. Elle est fautive, fautive au possible. C'est même une note qui tombe à contre-temps.

Léon Blum dans son discours de Lyon a dit qu'un observateur impartial qui aurait quitté la France depuis quelque temps trouverait un gros changement en mieux s'il revenait en ce moment.

Je ne suis pas un usurpateur de personnalité, mais je suis parti de France voici deux ans, par exemple et je suis rentré il y a quelques jours à l'ars.

Je me promène dans la capitale et je regarde. Entre deux baraques foraines, boulevard Saint-Michel, un vieil homme à la tête cultivée étale sa barbe sur un violon dont il tire une musique grelottante.

Un peu plus loin, un petit homme au pardessus verdâtre, déformé et tiré par le bas, chante contre le fleuve grondeur.

Au coin d'une rue, plus haut, un autre joueur de violon et puis d'autres.

Des petites filles, des petits garçons offrent des cartes postales, des fleurs ; la faim a rongé leur corps et ils le disent qu'ils ont faim, que le papa ne travaille pas.

Des hommes forts m'assaillent presque pour me vendre l'importante pacotille ; les passants continuent leur route indifférents aux phrases de désespoir de ces hommes : « Je suis chômeur... », « J'ai des enfants... » !

Un jeune aveugle insulte presque la foule parce qu'elle ne veut pas de ses laçets floqués qu'il brandit à bout de bras.

Et c'est une armée de miséreux éparpillée en une densité effrayante dans le fleuve à sous de Paris, ce fleuve qui roule sans cesse des mal rétribués et des jeunes gens et jeunes filles dont l'unique repas consiste en un café crème ou en un sandwich.

Et Blum croit que ça va ! Il l'affirme. La joie, la gaieté reparaissent dans les masses a-t-il dit à Lyon.

Quand je suis venu en France moi, observateur impartial, j'espérais que la misère aurait été ramassée dans les rues et défilée dans des maisons d'Etat.

Quant aux travailleurs, je constate qu'ils ont obtenu une augmentation dérisoire de leurs salaires alors qu'en juin lors des occupations d'usines ils pouvaient créer leur monde de bonheur. Le gouvernement de Front Populaire les a arrêtés dans leur élan victorieux et il ne les a pas préservés de la hausse du coût de la vie que les gros patrons ont pratiquée en guise de contre-offensive.

Cette cherté de vie fait crever les travailleurs tandis qu'elle rend les affaires des gros patrons. Aux Etats-Unis l'expérience Roosevelt c'est ça aussi.

— Oui vraiment, tu aurais tort d'avoir la mine longue et de faire le dégoûté, bourgeois coiffe. Va donc plutôt féliciter Blum et son Front Populaire.

G. LACARCE.

Le Gouvernement brésilien menace d'extradition plusieurs réfugiés politiques espagnols et italiens

Nous recevons de San Paolo du Brésil la lettre suivante :

« Comme vous l'aurez en son temps appris, pendant le mois de novembre 1935 se déclenche au Brésil un soulèvement militaire, qui donna prétexte au gouvernement pour déclencher une action répressive et persécution contre tous les éléments appartenant aux partis d'extrême-gauche. On arrêta plusieurs centaines de militants dans la capitale et dans tous les Etats du pays quoiqu'ils n'eussent pris aucune part au mouvement, qui était de caractère militaire.

Parmi ces militants qui sont encore actuellement en prison, plusieurs sont étrangers, italiens ou espagnols, sujets à être extradés directement dans leur pays d'origine.

Les Italiens sont menacés d'être livrés à Mussolini, les Espagnols à Franco.

Il faut agir d'urgence afin d'empêcher que cette menace devienne un fait accompli, et nous comptons sur votre solidarité, sur la coopération de tous les partis, de tous les syndicats, étant nous-mêmes soumis dans ce pays à la loi martiale qui nous empêche d'agir comme les circonstances l'exigent.

Nous ne sommes même pas en mesure de savoir avec quel paquebot ils seront extradés, ni le jour fixé pour le départ ; mais nous savons que les préparatifs sont en cours.

Nous faisons donc un appel pressant à toute la presse ouvrière, à toutes les organisations, et particulièrement aux travailleurs de la mer, pour dénoncer à l'opinion publique le grave danger qui menace la liberté et la vie de plusieurs militants ouvriers et pour prendre toutes les mesures utiles à empêcher qu'ils soient livrés à leurs bourreaux.

Nous sommes sûrs que vous ne manquerez pas, en cette pénible circonstance non plus, de donner la manifestation de solidarité fraternelle qui s'impose pour sauver la vie et la liberté de ces camarades. »

Le Comité de Défense Sociale de Sao Paolo (Brésil)

Fancella va être jugé !

En premier lieu les grèves, ensuite les événements d'Espagne, ont relégué au dernier plan l'affaire Fancella.

Les camarades débordés par les événements, ne désintéressent du sort de notre camarade Fancella et pourtant il est indispensable d'assurer la défense de notre camarade, il faut l'arracher à la prison, mais pour ce faire, il faut de l'argent et hélas ! notre caisse est presque vide et les dépenses en perspective se montent par des milliers et des milliers de francs. C'est donc un véritable S.O.S. que le Comité de Défense Sociale adresse à tous les camarades, car le camarade Fancella a été transféré à la prison d'Aix et le jour de comparaitre au banc des accusés approche.

Le Comité de Défense Sociale estime qu'il est de notre devoir, à nous anarchistes, d'aider le dit Comité dans sa tâche et on espère que le présent appel sera entendu par tous les hommes de bonne volonté et que les camarades déjà débordés par des multiples besoins, ne se refuseront pas à tenter un plus grand effort, car de cet effort dépend le sort d'un de nos meilleurs camarades.

LE COMITE DE DEFENSE SOCIALE.

(Adressez les fonds au camarade L. Bréglia, no. 59, Cité des Chartreux, Marseille).

Tenez parole : Sauvez Eliacin Vézian

J'ai eu entre les mains, par l'intermédiaire d'un ami à qui elles furent adressées, quelques-unes des lettres qu'Eliacin Vézian écrit de St-Laurent du Maroni. Tous les lecteurs du LIBERTAIRE connaissent le cas dramatique d'Eliacin Vézian, jeune anarchiste qui appelé sur le front dès 1914, mit à profit sa première permission pour passer la frontière et s'enfuir à Barcelone, où il écrivit des articles pacifistes dans un journal de la-bas. Son activité antimilitariste fut telle qu'elle inquiéta l'Etat-Major, lequel dépêcha auprès de lui deux de ses membres du contre-espionnage. Ces mouchards employèrent le procédé classique, c'est-à-dire qu'ils entrèrent en relation d'amitié avec Vézian, puis l'entraînèrent sous prétexte d'une promenade à proximité de la frontière d'où on le passa de force en territoire français. Le conseil de guerre le condamna à la peine de mort, sous l'inculpation de désertion et d'intelligence avec l'ennemi (?!?) La Cour militaire de Toulouse revisa le procès et commua cette peine en celle des travaux forcés à perpétuité. Aujourd'hui, en raison de sa bonne conduite, Eliacin Vézian a bénéficié de réductions de peine et son bague est terminé. Mais en vertu des lois iniques du double, il est relégué à Cayenne ou la société le contraint à vivre, jusqu'à la fin de ses jours. Car, depuis les campagnes qui ont été faites par les journalistes, chacun sait que le sort des relégués est tragique. Ils sont livrés au pire des sévices, les employeurs profitant de leur situation pour les exploiter honteusement. Le travail est rare, le climat insalubre et la vie chère. Malheur à qui ne se courbe pas devant le patronat insolent et ne manifeste pas assez clairement sa servilité, car celui-là se voit condamné à l'agonie lente et douloureuse, loin de tout secours et de tout réconfort. C'est là le destin du réfractaire Eliacin Vézian.

Ses lettres sont déchirantes, dans leur simplicité. Chacune d'elle est un appel. Mais aucune n'est empreinte d'un renoncement quelconque de ses idées, ni même d'une lassitude de la lutte. Condamné au bague parce qu'anarchiste, Eliacin Vézian s'il en sort, restera toujours anarchiste. Et c'est parce qu'il est toujours animé de cet esprit libertaire qu'il ne se décourage pas et qu'il ne semble point surpris de l'abandon d'anciens amis qui, tel le député Marty, partageront un moment ses vicissitudes et après lui avoir juré leur appui le laissent aujourd'hui à sa triste destinée.

Au sujet de l'amnistie, je ne suis pas autrement étonné de l'attitude du nouveau gouvernement de Front Populaire, écrit-il. Promettre est une chose, tenir en est une autre. Je crois d'ailleurs l'avoir dit dans une précédente lettre que probablement tout le mouvement de générosité du gouvernement se bornerait à faire sortir des prisons quelques personnalités bien en vue. C'est un intérêt politique qui commanderait leur élargissement. Il faudrait que chaque prolétaire, reconnaissant au Front Populaire des quelques réformes qu'il a accomplies sous la pression des travailleurs, puisse méditer cette correspondance. Il faudrait que M. Marius Moutet (socialiste S.F.I.O.) qui supprima le bague pour le remplacer d'ailleurs par la réclusion s'intéresse au sort des libérés qui au Guyane sont la proie des plus féroces exploitateurs.

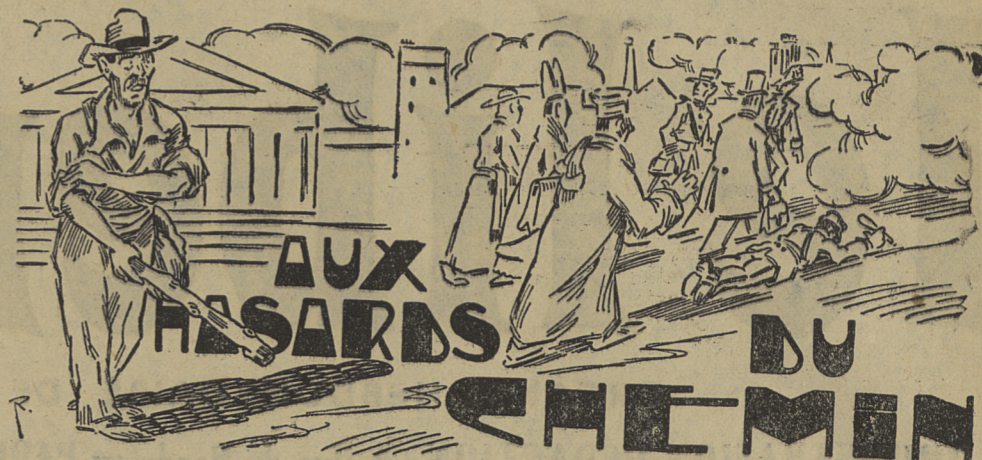
Il faudrait que Léon Blum, qui politiquement ne nous intéresse pas, car nous savons son action réformatrice inexistant, mais qui est, paraît-il, homme d'œuvres dans l'intimité, manifeste un peu sa générosité. Qu'il se souvienne qu'en l'endement de l'agression dont il fut victime, un million de travailleurs étaient dans la rue pour lui témoigner leur sympathie. Pas un parmi ce million d'hommes ne désapprouverait M. Léon Blum s'il graciait Eliacin Vézian. Car quelles que soient nos divergences dans les moyens à employer ou dans les chemins à prendre, quelles que soient chez les uns et les autres les aspirations recherchées, n'en est pas moins que ces prolétaires entraînés différemment par des intérêts politiques qui ne sont pas les leurs ont au cœur un même désir : celui de voir la paix triomphante et le militarisme écrasé.

Il serait bon que ceux qui ont pipé les suffrages des ouvriers se souviennent que ceux-ci, s'ils sont encore trop naïfs et trop crédules à notre gré, n'ont néanmoins pas mis à leur tête des représentants socialistes pour que ceux-ci cèdent au chantage des fascistes, des possédants et des militaires ; qu'au fond le peuple si confiant qu'il soit, n'est pas si sot pour accepter que l'action antimilitariste de M. Blum se limite aux discours prononcés en tenue de soirée à l'American Club ; que l'ouvrier s'y connaît assez en diplomatie et en politique pour comprendre qu'un discours, c'est plus long à écrire et à psalmodier qu'une grâce à signer et que si l'on craint qu'une grève, qu'une grève de la révolution libérant les insoumis et les révolutionnaires la population de la Guyane se trouve diminuée, on peut procéder par permutation ; le peuple étant récemment paillard, qu'on ramène ceux qui refusent la censure et qu'on envoie au bague ceux qui veulent ; nous voyons très bien Eliacin Vézian, soldat de la paix remplacé à la rélegation perpétuelle par Schneider, par le général Weygand ou même par l'infâme Daladier ; trois parmi beaucoup d'autres qui contribuent à maintenir en France la dictature de l'Etat-Major.

Comprenons-nous bien. Nous ne demandons pas au Front Populaire de tenir parole, n'ayant jamais eu nous anarchistes, aucune confiance aux élus. Nous demandons au peuple d'exiger de ses chefs qu'ils réalisent leurs promesses. Nous avons prédit en temps voulu aux prolétaires qu'ils seraient trompés, qu'on ne voterait pas l'amnistie totale. Nous voilà aujourd'hui devant le fait.

Aux ouvriers, aux travailleurs, aux libéraux d'imposer leur volonté. Sinon nous serons contraints dorénavant d'englober dans le même lot les maltristes et les prétendront encore généreux et révolutionnaires : « Menteurs, menteurs, menteurs ! »

MAURICE DOUTREAU.



MANSUETUDE EVANGELIQUE

Dans sa rubrique datée du 24 février, « Paris-Soir », ce journal a posé à l'abbé Trichaud, 160, rue du Faubourg-Saint-Honoré, la question suivante : « A quoi, si vous étiez juré, auriez-vous condamné Soclay ? »

La réponse de ce prêtre fut la suivante : « Vous pensez bien, on n'avait pas de raisons d'accorder les circonstances atténuantes. Les jurés se sont trompés. Comme ceux de Chaumont, j'aurais condamné à mort. » Réponse spontanée à une question posée à brûle-pourpoint. Cri du cœur.

Et voilà ce que sont les représentants du Dieu de bonté, les fils spirituels de ce Dieu infiniment aimable, et dispensateur de pardon à tous les pécheurs !

CALOMNIEZ...

L'Avant-Garde qui versait des pleurs amers sur la mort de Roger Salengro, victime de la calomnie, stigmatisait chaque semaine — et avec raison d'ailleurs — l'attitude de Gringoire « La feuille infâme ». A bas la calomnie... Cependant les militants révolutionnaires qui n'ont pas encore compris et ne peuvent approuver la politique de réarmement du capitalisme français ne sont pas ménagés dans l'A.G. et les moyens employés pour les combattre ressemblent à s'y méprendre à ceux de l'Henri Béraud ou du Jacques Sadoul.

Fred Zeller, membre des Jeunes Socialistes Révolutionnaires est à l'heure actuelle l'objet d'une de ces odieuses campagnes. Le Libertaire qui tant de fois a été victime de la calomnie ne peut pas ne pas protester contre de telles manœuvres qui déshonorent un journal.

De plus nos camarades de la J.A.C. qui ne sont pas toujours d'accord avec Zeller et les J.S.R. nous prient de dire qu'ils se solidarisent entièrement avec lui devant les basses attaques dont use à son égard l'ex-journal communiste.

TOUS A L'ŒUVRE

On se préoccupe beaucoup, paraît-il, au Grand conseil fasciste, de la dénatalité en Italie. On envisage de prendre des mesures draconiennes contre les ménages qui n'ont pas quatre enfants.

En sus d'augmentation des impôts, on supprime purement et simplement l'héritage qui va directement à l'Etat.

Les vus du fascisme sont donc là bien réalisées, et la coordination est parfaite : ceux qui font des enfants fournissent les soldats et les autres l'argent pour augmenter l'armement.

En avant donc pour la grande Italie.

NOIR ET BLANC

Il Merlo, hebdomadaire italien fasciste de Paris, qu'il ne faut pas prendre pour le Merle Blanc, avec qui il est très mal, fait de l'esprit en répondant à un rédacteur en chef ayant exprimé l'idée d'aller s'éditer à Rome, lui Front populaire, puisque ce vilain Merle noir fasciste vient paraître à Paris : l'Italien lui dit, finement, que Mussolini le fera coffrer si son casier judiciaire, comme il le croit, n'est pas d'une blancheur éclatante.

Il est bien de notre époque, n'est-ce pas, qu'un chef de bandits, un salaud, un homme sans honneur, impitoyable et lâche, un bourreau sanglant comme le dictateur italien, n'accepte pas la promiscuité d'un homme qui a, un jour peut-être, au cours de sa vie, commis une peccadille...

FAITS COMME DES RATS

A propos de l'Angola et du Rio Tinto, nous signalons, l'autre semaine dans un écho, l'attitude toujours louche de l'Angleterre, derrière le Portugal.

Voici ce pays à double-face, et, au fond, pro-fasciste (pro-fasciste pour les autres peuples) sur la fin de son travail de taupe et près d'en recueillir les fruits souterrains... puisqu'il s'agit surtout de minerais de cuivre : la surveillance des côtes et des frontières portugaises est confiée à des... Portugais, doublés de Britanniques, ceux-ci, naturellement, triés sur le volet.

Sur cette frontière, les malheureux antifascistes espagnols seront faits comme des rats, tandis que la nôtre restera honnêtement et hypocritement...

LES BONNES LECTURES

Chacun sait que le feuilleton sert à lancer les grands journaux, jadis. De nos jours, ils sont encore très en faveur. Voici quelques lignes extraites d'un roman qui paraît dans un de nos grands journaux français (numéro du 26 février 37).

« Deux jours après, c'était chose faite et nous possédions un moteur. Que le général Silva trouve ici l'expression de ma reconnais-

sance ! Du reste, grand ami de la France, c'est sous son impulsion qu'il n'a pas été des moindres que le Brésil est entré en guerre à nos côtés. Pourquoi faut-il que le gouvernement français, trop oublieux ou trop négligent, ne lui ait donné aucun témoignage de sa reconnaissance ? On ne lui a même pas décerné la Légion d'honneur, et cette ingratitude est fort pénible aux Brésiliens... Pourquoi la France, le berceau de la latinité, cette grande nation qui rayonne, etc. »

Pas mal, n'est-ce pas ? Peut-être pensez-vous qu'on lit ça dans l'Echo de Paris ? Vérifiez vous-même. Ces lignes sont extraites d'un roman-feuilleton, La Croisière Rouge, qui paraît dans l'Humanité, « journal de défense de la classe ouvrière ».

ENCORE CES ANARCHISTES !...

L'Humanité (toujours !) attire par de gros caractères l'attention de ses lecteurs sur un cas médical assez rare : Un garçon de quinze ans avait des dents, des os et des cheveux dans l'abdomen !

L'Huma a interviewé sur ce cas le chirurgien qui opéra le jeune homme, le D^r Les-tienne, lequel déclara au journal du parti communiste : « Ce phénomène doit être considéré comme un accident de la vie embryologique soumise à une poussée anarchique. » De leur côté, les journaux de droite sont plutôt enclins à voir là un méfait de l'alliance judéo-maçon-nique.

RECTIFICATION

Le docteur Maurice Olivier, maire de Blois, mis en cause par un de nos derniers échos, nous a envoyé une mise au point.

L'écho n'était d'ailleurs qu'une reproduction d'une note parue dans la Lumière.

Le maire de Blois s'est activement occupé d'un Comité local pour l'Espagne libre et a approuvé par là qu'il était loin de vouloir favoriser la réaction contre le mouvement ouvrier.

Nous faisons donc volontiers la rectification dans le sens du docteur Olivier : « Ces indications étaient absolument fausses. »

Notons par ailleurs que les commentaires d'ordre général qui suivent le texte emprunté à la Lumière subsistent.

UNE ACTION « EFFICACE » !

Nous n'aurons pas la vanité de croire que c'est l'article de notre camarade Maurice Delaube qui a déterminé dans la haute société la formation d'une ligue contre le taudis.

Quoi qu'il en soit, constatons que cette Ligue s'est immédiatement mise au travail en commençant la lutte contre les taudis, par une « brillante manifestation » en tenue de soirée où l'on remarquait Mmes Albert Lebrun, Marchand, Langeron, Jeannemy et MM. Georges Lecomte, Roussy, le recteur Charley et... le général commandant l'Ecole polytechnique !

Après les « discours émouvants » de Mme Georges Leygues, M. Georges Lecomte, etc., on applaudit une brillante partie artistique.

Voilà du bon travail pour la destruction des foyers insalubres. Qu'en pensent les habitants des cloaques parisiens ?

Les romanichels.

Pour que vive le "Libertaire"

Liste des souscriptions du 1^{er} au 15 février 1937

DU 1^{er} FEVRIER AU 28 FEVRIER

Leblanc, 3 fr.; Robert Vaveau, 3; Bagousse, 9; Timlin, 5; Pitiot, 4,50; Roche, 2; Buatois, 3; Verneise, 3; Gourdon, 3; Lounan, 5; Tessier, 5; Bressol, 5; Palauzon, 5; Volke Achille, 3; Picard M. et G., 3; Max Anioine, 3; Col, 10; Nolen Jules, 4; Léon Empey, 3; Ledru Lucien, 6; Foulert, 8; Da Riff Anioine, 8; Jean Pascal, 10; Jourdan, 3,50; Romaget, 8; Gilet André, 10; Marinette, 2; Jules Guérin, 5; Dubugey, 20; Pour que le Lib agrandisse son format et devienne quotidien, 5; Houdain, 3; Foncelle Gaudier, 10; J. Olive, 3; Dastuque, 10; Loyol, 10; Kléammer, 3; Albert Pierre, 3; Thirion F., 3; Laberche, 2; Auguste Lamois, 3; Rouvel, 28; Georges Livry, 67,65; Soustelle, 10; Bouffechoux, 10; Lolsau, 7; Théodore Jean, 3,50; Mancel Louis, 5; Navello, 15; Albert Choubet, lithographe, 10; Marie-Louise, 10; X., 5; Darvel, 2; François Marthe, 10; B.O.S., 5; Orlin, 10; L. Brenner, 8; Le Lann, 5; R. Lochu, 5; Ed. Dupré, 3; Querey, 5; A la fête, 3; Collette de la fête du 14 février, 14,55; Dolcino, 10; Goupil Albert, 5; Silvent, 10. Total : 623,70.

Duquelcar 4,50; Beltano 5; Monot 5; Bouysse 5. Pour que vive le « Libertaire », 8. A. Rives 10; Louté 9; Leblanc 10; N. Vert-Galant 5; Passeron Jean 50; José 3,50; Ch. Wolff 4; Gégène 7; Fée 11; Pin 8; Stéfani 5; Guissouine 1,50; Claud de Ballery 5; Mancel Louis 5; Pages 6; Vanhègue 4; R. Mollet 10; Riton 3,50. Un syndicaliste bourgeois 10; R. Martin 5; Bertrand Rolland 3; Durieux 5; Lucie Cavona 5; Grévin 4; Leguennec 10; Colombo 10; Mollet 10; Paul Yves 5; Groupe d'Aulnay 150; Marcelle 15; Camille 10; Novary Gaugier 1. Total 428.

UN PORTRAIT DE DURRUTI

Héliogravure sépia

Format : 50 cm. x 35 cm.

3 francs, franco : 3,50

En couleurs

Format : 62 cm. x 50 cm.

5 francs, franco : 5,75

UNE INTERVIEW

Avec Gaston Leval...

La défaite du fascisme conditionne le relèvement de la situation économique de l'Espagne.

C'est avec un vif plaisir, qu'après de nombreuses années de séparation, j'ai rencontré à Barcelone, l'ami Gaston Leval.

Tout de suite, nous évoquons de vieux souvenirs : notre première rencontre, entre autres, en 1912, dans les bureaux du *Libertaire*, en ce temps installé 15, rue d'Orsel, et qu'animait de sa foi ardente notre regretté Pierre Martin.

Puis, notre propagande, jusqu'aux derniers jours de juillet 1914, au sein du groupe anarchiste d'Ivry, qui devait nous mettre si souvent aux prises avec les politiciens socialistes de la région d'Ivry et de Charenton, notamment avec le « mangeur » d'anarchistes Benoit Mayéras, alors député de la région.

Gaston Leval, l'un des militants les plus connus et estimés de l'Internationale anarchiste, est le fils de ses œuvres.

De souche révolutionnaire — son père commandait un bataillon de fédérés pendant la Commune de Paris — Gaston Leval l'est resté.

Et malgré les rigueurs d'une rude existence, durant laquelle la faim le tenaillait souvent, notre camarade a trouvé le moyen d'acquiescer de solides et profondes connaissances.

Autodidacte, travaillant d'arrache-pied, notre ami, bien qu'ayant à peine dépassé la quarantaine, a déjà publié six livres importants, enrichissant d'autant la copieuse collection d'ouvrages de propagande en langue espagnole.

N'ignorant pas que Leval jouit, à juste titre, d'une solide réputation quant aux questions économiques, je décidai, incontinent — malgré ses multiples occupations — de l'interviewer pour notre *Libertaire*.

— Voudrais-tu me dire, pour les camarades français, quelles sont les possibilités d'ordre économique dans l'Espagne républicaine et révolutionnaire ?

— Les voyageurs ou les visiteurs ont pu constater qu'il manque à Barcelone, et dans d'autres cités importantes de l'Espagne, certains aliments. Cela a donné lieu à des critiques, parfois acerbes, et à des accusations. En réalité, ces accusations ne sont pas fondées.

« Les fascistes ont sous leur domination la plus grande partie des terres de blé et autres céréales de l'Espagne : la Castille et une bonne partie de l'Andalousie.

« Ils ont aussi la plus grande partie du cheptel national, qui se trouve en Galice et en Estramadure. Nous avons bien, dans la province de la Biscaye, de Santander et des Asturies, assez de bêtes à cornes, mais il est impossible de les amener, car les régions occupées par les fascistes s'interposent entre ces provinces et le littoral méditerranéen.

— Le Gouvernement espagnol a-t-il pris des mesures pour faire face à cette situation ?

— Dans le passé, l'Etat espagnol a toujours été plus incapable que ceux de bien d'autres pays et, en outre, la population ne s'est jamais rangée sous sa domination. Cette double circonstance a été aggravée par le désordre que la guerre a produit. Puis, trop souvent, les différents partis ont fait de la politique comme avant les événements de juillet.

— Par conséquent, selon toi, l'on n'a rien fait pour remédier à cette situation ?

— Si, l'on a fait beaucoup ! Beaucoup plus que ce que l'on ne suppose, même dans les sphères officielles. Mais tout a été dû à l'initiative populaire.

« Dans tous les villages, l'intensification de la production a figuré parmi les préoccupations urgentes. Nos camarades ont fait en Catalogne, comme dans le Levant, une propagande intense pour que l'on augmente les superficies emblavées.

« Les collectivisations réalisées dans les grandes propriétés ont permis cette augmentation. D'autre part, les syndicats agraires, surtout les nôtres, ont non seulement lancé le mot d'ordre, mais donné aux paysans, aux petits propriétaires, les semences et les engrais chimiques qu'ils ne pouvaient se procurer auparavant.

« L'on a défriché, rendu propre à la culture bien des terrains jusqu'ici demeurés en jachère, et je peux assurer que dans beaucoup d'endroits, la récolte de blé et de pommes de terre aura augmenté de deux à trois cents pour cent. Si bien que l'Espagne non soumise au fascisme pourra se suffire à elle-même, pour les principaux produits alimentaires. »

— A-t-on pris des mesures quant au bétail ?

— Au commencement, il faut bien le

dire, le bétail a été consommé sans assez se préoccuper de son remplacement. L'on croyait que la guerre serait de courte durée et l'on ne se préoccupait point de l'avenir. Mais il a bien fallu se rendre à l'évidence, et c'est encore, là aussi, l'initiative privée, les syndicats et les collectivités agraires, qui ont pris les mesures nécessaires.

« Les collectivités agraires, surtout, ont acheté le bétail que l'on vendait pour la boucherie, l'ont parqué dans des étables collectivisées et s'occupent de la reproduction. Souvent même, elles achètent des porcs, des moutons ou des vaches, soit à d'autres régions d'Espagne, soit en Suisse, en France ou en Hollande, et, grâce à ces mesures, l'élevage s'étend dans des contrées où il était inconnu. »

— Et maintenant, parle-nous de l'industrie.

— Là aussi, nous nous heurtons à des difficultés dont il faut tenir compte pour juger de la production actuelle. D'abord le mécanisme capitaliste a été brisé, et en même temps qu'il nous fallait le reconstituer, nous devions faire face aux besoins pressants de la guerre, qui a absorbé les trois quarts de nos meilleurs militants. Mais il y a aussi d'autres difficultés. Comme dans les autres nations, l'Espagne n'a pas de région qui puisse fournir à la fois la matière première et le produit fini.

« En Catalogne, par exemple, l'industrie textile est la plus importante. Elle occupe normalement, trois cent mille travailleurs, mais elle a besoin du coton des Etats-Unis ou de l'Egypte. Les relations commerciales s'étant interrompues, un grand nombre de fabriques ne produisent pas, faute de matières premières. Le charbon qui vient des Asturies, n'arrive pas : le fer de la Biscaye, et le cuivre du Rio-Tinto non plus. Puis, la Catalogne a besoin du marché de l'Espagne, qui est, maintenant, en partie entre les mains des fascistes, et qui s'est appauvri de notre côté. »

— Mais comment, manquant de charbon, parvenez-vous à faire marcher les usines ?

— D'abord, une partie des usines est arrêtée, et celles qui marchent le doivent à l'électricité. Presque toutes les chutes d'eau et les barrages qui la produisent sont dans nos mains, et la production n'a pas diminué, comme elle n'aurait pas diminué dans d'autres branches, si nous avions disposé des ressources indispensables.

— La diminution de la production, ne peut donc pas être imputée à la collectivisation ?

— Non. En jugeant loyalement, l'on doit reconnaître qu'il nous arrive ce qui arriverait à n'importe quel pays capitaliste privé de matières premières.

« Naturellement, il est inévitable de commettre des erreurs et de tâtonner pour trouver son chemin, mais sans ces difficultés le rendement, serait sans doute à peu près le même.

« En général, nous ne pouvons pas nous plaindre de notre état. C'est par lui que la production a continué. Si les matières premières arrivent demain, l'industrie reprendra rapidement son cours normal, et même elle le dépassera comme l'agriculture est en train de le faire. »

— Et une fois le fascisme vaincu ?

— La situation changera à notre avantage, car l'Espagne est un des pays qui peut le plus se suffire à lui-même. Elle a

les produits alimentaires en quantité suffisante, et les produits du sous-sol sont en surabondance. Il lui manque du pétrole, du coton et un peu de charbon.

« Mais nous pouvons espérer que ces produits viendraient en échange du plomb, du cuivre, du mercure, de l'huile, des oranges et d'autres fruits que le climat de l'Espagne lui permet d'obtenir.

Quoi qu'il en soit, les difficultés ne sont pas telles qu'elles nous fassent reculer. » C'est en tout cas, à nous aussi, mon cher Leval, notre plus cher désir.

Avec la victoire sur les rebelles que nous souhaitons prochaine et totale, nous souhaitons voir bientôt la libre Espagne marcher à grands pas vers toujours plus de bien-être et de liberté.

Lucien HAUSSARD.

Barcelone, 27 février 1937.

Révolution d'abord !

UNE AFFICHE DES JEUNESSES LIBERTAIRES DE CATALOGNE F.A.I.

Des mouvements d'un caractère douteux ayant été suscités à Barcelone dans le but de freiner la socialisation, sous le prétexte de gagner la guerre, les Jeunes Libertiaires de Catalogne ont fait placarder l'affiche suivante :

Jeunes Socialistes. Jeunes Républicains ! Il ne faut pas continuer ce chemin. Vous desservez sans vous rendre compte la cause du prolétariat.

Si nous délaissions la révolution pour la faire après avoir gagné la guerre, comme vous le proposez, il faudra à nouveau verser le sang généreux du peuple travailleur.

Et le peuple, les mères, les travailleurs, tous, après avoir gagné la guerre, veulent trouver tout de suite une vie nouvelle, une nouvelle société.

Le peuple veut en finir une fois pour toutes, avec toutes les guerres.

Groupe d'action, de culture et d'éducation des femmes libertaires

A PUIGCERDA

Face aux événements, les femmes de Puigcerda ont senti la nécessité d'apporter la coopération de leurs efforts dans la Révolution et la guerre contre le fascisme.

Elles ont décidé de former un groupe féminin libertaire qui a tenu sa première réunion le mercredi 12 février. Le bureau fut ainsi constitué : secrétaire : la camarade Pienette Cerdà ; secrétaire adjointe : Emilia Molina ; trésorière : Lucie Cabello ; trésorière adjointe : Madeleine Perez ; déléguées à la propagande : les camarades Paule Tricheux, Aurora Lorenzo, Buenaventura Vidal, Emilia Lopez et Armonia Sola.

De nombreuses adhésions furent enregistrées. A la réunion du vendredi 12 février 1937, un important travail de propagande fut envisagé.

La camarade Paule Tricheux dit que devant la prolongation de cette guerre, la femme doit se préparer pour occuper tous les postes que les hommes laisseront quand ils partiront au front et montrer aux fascistes qu'elles garderont énergiquement tous les points menacés. Après une discussion générale sur ce sujet, il fut décidé que chacune s'exercerait au maniement du fusil, cependant que certaines camarades manœuvreraient le volant automobile.

La volonté brillante de l'éducation de l'enfant est une de celles qui préoccupent le plus nos camarades.

Nombreuses adhésions nouvelles furent enregistrées. Le groupe féminin de Puigcerda.

N. B. — Pour le groupe, adresser toute la correspondance, journaux, revues, etc., à la camarade Paule Tricheux, poste restante, Bourg-Madame (Pyrénées-Orientales).

Le ravitaillement continue

A la suite d'informations tendancieuses, concernant les décisions du Comité de Londres ayant trait au renforcement du blocus, nous tenons à rassurer nos amis en leur indiquant que les mesures envisagées ne concernent nullement les envois effectués par notre comité et qu'en ce qui nous concerne, nous sommes décidés, plus que jamais, à alerter la solidarité ouvrière en faveur de l'Espagne antifasciste et révolutionnaire.

Nous y sommes d'autant plus décidés que, parallèlement aux décisions de Londres, qui visent à interdire l'entrée en Espagne des volontaires et du matériel de guerre, des dispositions draconiennes viennent d'être prises pour organiser également le blocus économique des régions placées sous le contrôle des organisations révolutionnaires.

On espère ainsi, par la famine et les privations de toutes sortes amener à composition l'Espagne antifasciste et particulièrement la Catalogne libertaire pour leur imposer un armistice qui écarterait pour un temps la menace révolutionnaire.

Le mot d'ordre est l'étranglement de la révolution espagnole. C'est pourquoi tous nos efforts doivent être tendus en vue de faire

échec à ces agissements criminels qui ont pour but le rétablissement d'un régime propice aux menées du capitalisme international.

Le sort du prolétariat d'Espagne est donc lié à votre solidarité agissante, camarades antifascistes, à vous de comprendre les devoirs qu'elle vous impose.

D'autre part, notre Comité a pris la charge de subvenir aux besoins de 200 petits orphelins, 200 pauvres petits, rescapés des bombardements de Madrid et de Malaga. Cet engagement d'honneur que nous avons pris pour vous, amis de partout, vous nous aidez à le respecter en répondant à l'appel que nous vous lançons en première page. Nous leur avons trouvé un abri, à vous de leur assurer la nourriture et le confort.

Ne permettons pas que le blocus atteigne au seuil de la vie ces innocentes victimes.

Soyons tous ensemble pour contribuer à l'écrasement du fascisme international.

Le Comité pour l'Espagne Libre, 26, rue de Crussol, Tél. : Roquette 73-96.

A BARCELONE

La manifestation de dimanche

La C.N.T. et la F.A.I., qui n'y avaient pas été conviées, y ont cependant fait triompher leurs mots d'ordre.

(Par téléphone du correspondant de l'U.A. à Barcelone)

Dimanche dernier s'est déroulée à Barcelone une manifestation d'un caractère bien particulier. Ladite manifestation avait été organisée par les partis politiques du Front populaire et surtout à l'inspiration du P.S.U.C. et de l'U.G.T. catalane — d'obédience communiste comme on sait — à l'exclusion de la C. N. T. et de la F. A. I. qui n'avaient pas même été conviées. Il est hors de doute que dans l'esprit de certains politiciens, il s'agissait, étant donné la prépondérance de l'influence anarchiste en Catalogne, de mettre la C.N.T. et la F.A.I. en difficulté en dirigeant obliquement contre elles la pointe revendicative de cette manifestation.

Ce calcul n'a pas réussi. Au contraire. Car si on n'avait pas invité la F.A.I. et la C.N.T., celles-ci se sont invitées elles-mêmes et elles ont profondément modifié par leur présence, le caractère du défilé.

Ce défilé devait en principe couronner une campagne menée surtout par le P.S.U.C. en faveur du commandement unique, un pouvoir politique unique, d'une armée unique, sous le triple mot d'ordre : un seul chef militaire, un seul gouvernement, un seul drapeau !

Sous l'apparente neutralité de ces formules, cachait mal l'intention — d'ailleurs publiquement exprimée dans la presse et ailleurs — des étaliniens de voir au plus tôt disparaître les organismes et les rouages économiques créés et animés par la C.N.T. et la F.A.I. au lendemain de la révolution.

A ce propos il est curieux de constater à quel point peuvent évoluer d'une révolution à une autre, les mots d'ordre communistes, selon que les événements sont ou non influencés ou soumis aux visées marxistes.

Hier, il y a vingt années, dans des conjonctures favorables, les communistes faisaient la révolution au cri de : « Tout le pouvoir aux soviets ». Maintenant, après vingt ans de dictature « prolétarienne » les dirigeants occultes du communisme espagnol lancent le mot d'ordre du gouvernement unique !

Seulement, la C.N.T. et la F.A.I. ont anéanti ces puérils calculs. Sage fut la décision des comités régionaux de convier les adhérents de la F.A.I. et des syndicats de la C.N.T. à cette manifestation pour remettre, par leur présence et selon leurs mots d'ordre propres, « les choses au point ».

Bien qu'un seul appel eût passé dans la presse confédérale, de très nombreux syndicats s'étaient rendus en foule au défilé.

Après que les batailles d'usines du P.S.U.C., de l'U.G.T., etc., eurent défilé en bon ordre, au pas cadencé et aux accents de marches militaires, telles que la *Marche lorraine* — mais oui ! — parurent les organisations anarchistes, avec, à leur tête, les principaux militants de la C.N.T. et de la F.A.I., tels Portela, Aurelio Fernandez etc.

Certes les uniformes étaient moins ruflés, mais la volonté de lutte était, pour le moins, aussi farouche. Une chose qui frappait était la jeunesse, l'aspect viril et décidé des militants de nos organisations.

La musique de la C.N.T. jouait les hym-

nes révolutionnaires *Hijos del Pueblo*, *A los barricadas*. De place en place d'innombrables drapeaux rouge et noir dominaient le cortège.

Mais ce qui donnait son sens à la participation des nôtres, c'étaient les multiples pancartes portant les mots d'ordre de la C.N.T. et de la F.A.I.

Citons les principales. Celle-ci : **Guerre oui ! Mais aussi révolution !** Ceci dit pour les liquidateurs de l'action révolutionnaire. Une autre qui traduit l'intense sentiment de démocratie ouvrière de la C.N.T. et de la F.A.I. : **Commandement unique ? Oui ! Mais sous le contrôle des organisations ouvrières.** Celles-ci encore : **Faire la révolution, c'est gagner la guerre.**

Les soucis de leur révolution et de la guerre ne font pas oublier aux anarchistes espagnols les opprimés par les régimes de force qui souffrent sous toutes les latitudes ; ainsi en témoigne cette pancarte : **« Les groupes anarchistes saluent ceux qui luttent pour la libération des prisonniers politiques dans le monde ».**

Eliminer le parasitisme social et aussi le parasitisme politique qui divise le prolétariat catalan est un des soucis constants de la C.N.T.-F.A.I. Lisons ces pancartes : **« Assez de parasites innocents ! Il faut travailler aux fortifications ».** **« Suppression des professions inutiles ! »** **« Assez de politique à l'arrière ! Plus d'hommes au front ! »**

Enfin celle-ci face aux manœuvres de division : **« Unité ! Unité ! du prolétariat antifasciste ».**

Un autre problème qui inquiète — pour ne pas dire plus — nos camarades, c'est celui de l'égalité des armements. On sait que systématiquement, les armes venues de Russie ont été réservées aux régions où la C.N.T. et la F.A.I. sont minoritaires ! Depuis des mois nos camarades ne cessent de réclamer des armes pour la Catalogne et l'Aragon. Ainsi les pancartes qui disaient : **« Egalité d'armements pour tous les fronts »** ; **« Tous les fusils nécessaires au front ! »** Cette autre enfin plus éloquentes que bien des discours : **« Ceux qui sont au front disent : Donnez-nous des fusils nous vous donnerons Saragossa ! »**

Enfin celle-ci encore : **« Armée populaire révolutionnaire ! »**

Sur tout le cortège des dizaines de milliers de personnes acclament ces justes mots d'ordre qui sonnaient comme autant de ripostes aux manœuvres obliques de ceux qui prétendent lutter contre le fascisme en liquidant les conquêtes révolutionnaires et en travaillant à ruiner l'influence de la C. N. T. et de la F. A. I.

Le succès remporté par celles-ci dans cette manifestation dont l'origine était, pour le moins insolite, montre bien que le peuple catalan conserve intact sa confiance dans ceux qui, de tout temps, furent ses plus dévoués défenseurs et qui les premiers, grâce au courage indomptable de leurs militants, liquidèrent au 19 juillet le fascisme.

Tomas Herreros est mort

Un anarchiste de la belle époque est mort. Un homme, un ouvrier, un des premiers militants du mouvement libertaire espagnol, à une époque où il fallait un singulier courage, car on qualifiait volontiers les anarchistes d'être des ennemis du genre humain.

Il y a trente ans, Herrero publiait une brochure « *Lerroux*, tel qu'il est, véritable réquisitoire contre celui que l'on appelait alors « l'Empereur du Paralelo ». Lerroux réussissait à éblouir de sa faconde un bon nombre d'ouvriers qui voyaient en lui la rédemption du peuple.

Seuls les anarchistes ne voulaient rien savoir et démasquaient déjà le sinistre arriviste républicain et trafiquant de consciences. Tomas Herreros était le fondateur et l'administrateur de « *Solidaridad Obrera* » le grand organe de nos camarades espagnols. Austère, fidèle dans son idéal anarchiste, Herrero avait toutes les sympathies des ouvriers. D'innombrables camarades de la C. N. T. F. A. I. assistaient à son enterrement ; tous les syndicats étaient représentés.

AIDEZ L'ARMÉE DE LA LIBERTÉ !

Le Comité pour l'Espagne Libre vient d'éditer des cartes de participation de 1 fr., 2 fr. et 5 francs pour le scutien des militants d'Espagne.

Nous convions tous nos amis à diffuser le plus largement possible ces cartes qui sont à leur disposition au Centre, 26, rue de Crussol, Paris, 11^e.

La question agraire en Espagne

Cependant, toutes les réformes agraires apportées par les lois de 1855, 1866, comme celles de 1909, 1919, 1926 et 1927, restaient insuffisantes pour calmer la faim de tout ce peuple au travail.

En 1873, la République, faute de n'avoir pas réalisé la réforme agraire héritée ; celle de 1931 tenta sa chance également et se heurta à trop de difficultés. Elle devait traverser les crises qui la conduisaient à deux pas de sa perte, car ce ne fut pas la Séance du 9 septembre 1931 qui mit fin à cet état de chose éphémère. Les miséreux n'ont fait qu'un trop long crédit à ce nouveau projet qu'apportait l'Institut de réformes agraires. N'ont-ils pas eu raison ?

A quoi bon invoquer la loi votée en 1932, puisque son application était loin de donner les résultats espérés.

Au sujet de ce beau projet, Pascual Carrion, ingénieur agronome, disait qu'il laissait beaucoup à désirer. Sa réalisation « avance guère. Les partis politiques présentent chacun leurs programmes agraires, beaux morceaux de littérature peut-être, mais ils ne

donnent point du pain aux centaines de milliers de paysans qui continuent à vivre dans une misère noire.

Sans doute un institut de réforme agraire fut constitué, mais quoique autonome il se substitua à l'Etat, sa lourde machine était à peine en branle que des événements intérieurs venaient renverser tous les projets. Je doute d'ailleurs que cet institut ait pu réaliser quelque chose de positif, malgré les bureaux merveilleux, le matériel dernier cri, les fichiers type Kardex... car le paysan attendait toujours son pain et sa liberté.

M. Alvarez avait raison de déclarer : « Un des plus grands soucis de tout politicien, c'est le problème de la terre : à défaut d'une juste solution de ce problème, nous ne réaliserons pas la paix sociale. »

Mais il est un autre point qu'on ne peut taire lorsqu'on parle du problème agraire espagnol, c'est celui de l'irrigation.

C'est ici que se heurtèrent aux réalités pratiques les gouvernements, car les politiciens, toujours empressés de promettre, voire de réaliser quand ce sont les projets sur le papier, se défilent devant les responsabilités à prendre pour l'exécution de grands travaux.

Alors on invoqua le manque d'argent, ce-

tenir la caste militaire ou les forces répressives de police et de garda civil. En Espagne, quand le paysan réclame son droit à la vie, on lui envoie de la mitraille au ventre, ainsi se résoud la question sociale, mais ainsi également se crée la psychose favorable à la naissance des révoltes. Il fallait bien qu'un jour elles triomphent.

Les événements de juillet 1936 allaient donner l'occasion tant attendue au paysan de se libérer — dans certaines régions tout au moins — de tout ce passé moyaenageux qui l'oppressait en le rendant esclave de maîtres et seigneurs du village.

Incontestablement, un des aspects qui révèle le mieux la capacité constructive du peuple espagnol c'est de voir ce problème primordial, le problème agraire, préoccupé d'une façon constante les bâtisseurs de la vie nouvelle d'Espagne.

Depuis le 23 octobre dernier la terre est devenue propriété absolue des municipalités laissant cependant les parcelles indivisibles en usufruit à ceux qui n'étaient pas disposés à travailler en collectivité.

Voici donc une nouvelle modalité de vie municipale qui est née. Elle est riche de possibilités à venir et donnera naissance vraisemblablement à un droit nouveau.

Les travailleurs eux-mêmes construisent une vie économique en accord avec leurs propres pensées et marquant aussi une nouvelle étape dans cette marche ascendante du prolétariat vers toujours plus de liberté et de bonheur.

« *Francia Social* » parlant du paysan comme

d'un prodigieux élément de rébellion, a donné cette belle page de psychologie qui ne manquera point de faire comprendre tout l'espoir qu'on peut garder en l'avenir de la révolution. La Catalogne et l'Aragon plus particulièrement donnent au monde un « nouveau code économique ».

« Quand le paysan s'explique, il est clair qu'il sait ce qu'il veut : quand il réplique, il démontre la foi mise par lui en ce qu'il a réalisé. Jusqu'à présent, pour n'avoir pas su exprimer ce qu'il sentait, pour n'avoir pas su aller au-devant du travail des autres, autour du paysannat, beaucoup ont pu croire que le paysan travaillait, animé seulement par un désir d'amélioration immédiate et sans tenir compte de l'avenir. Ce n'est pas cela. Ici se pose en premier lieu une des caractéristiques du paysan : souhaiter, vivre, travailler pour l'avenir. Ses regards sont posés sur ce qui doit mûrir, germer, fleurir. Tous ses espoirs sont dans le travail qu'il réalise. En cela même s'oriente son illusion et son labeur pour le perfectionnement économique-social.

« Ils repoussent avec une certitude qu'ils ont durement acquise la politique habile qui cherche à distraire leur conscience en éveil, qui poursuit aussi une indépendance et une personnalité qui le font essentiellement antipolitique. Il faut les entendre juger les efforts maladroits que, pour les attirer, réalisent, usant des mêmes topiques prometteurs de ponts, de ruisseaux, les courtiers de l'aberration politique d'hier et de toujours.

« Chez les uns, le sourire donne la sensation d'une conscience qui n'espère rien que de son propre effort. D'autres ont des gestes d'indignation en rappelant les mensonges cyniques, la condition dans laquelle la politique essayait de les maintenir. Respectons cette juste indignation, aujourd'hui mal contenue, devant les manœuvres de ceux qui voudraient encore leur marchander initiative et liberté. « Assez de manœuvres politiques, » disent-ils. N'allons pas perdre patience ! « La faute n'en serait pas aux paysans. » Trop souvent il en a été ainsi. Les politiciens doivent savoir que la révolution ne tolérera pas de coin qui ne soit net ; le jour se fera sur toutes les choses, sur tous les faits. Les paysans sont alertes pour répondre à certains écrits pleins de menaces.

« Respectons leur colère ! Qui sait combien de temps elle a été contenue ! Eux savent à quoi ils font allusion, nous nous le soupçonnons. Nous regrettons qu'on essaie encore d'imposer ce qui ne tient plus, ce qui n'a plus qu'une vie éphémère et misérable dans ce pays et même dans le monde entier, qui comprend le but de la politique révolutionnaire, qui connaît dans toute son horreur son dernier motif : le fascisme que la politique met en jeu sans scrupules pour dévier et dominer les plus nobles aspirations de l'homme. »

JEM DAY.

(Voir le Libertaire du 18 février.)

PARIS-BANLIEUE

RECOMMANDATION
IMPORTANTE

Nos correspondants de cette rubrique sont avisés que toute communication qui nous parviendra après le lundi midi sera remise à la semaine suivante.

PARIS-14°

Le mardi 23 février, le groupe avait organisé un petit meeting sur « Les Evénements d'Espagne ». 60 personnes étaient venues malgré le mauvais temps écouter nos camarades Fremont, Douteau et Coudry.

Mahe qui présidait annonça à l'assistance que cette réunion était publique et contradictoire, que chacun pourrait y parler en toute liberté, mais disait qu'il fallait observer le plus grand silence pendant la causerie des orateurs. Coudry prit la parole au nom des Jeunes anarchistes, relevant du front de Huesca et de Saragossa, il nous décrivit ce que sont la F.A.I. et la C.N.T., leur but révolutionnaire, de construction et non de destruction comme certains se plaisent à le dire.

Ensuite, ce fut à Douteau qui, lui, nous expliqua ce qu'est le fascisme international non comme certains nous le disent ou le pensent, mais comme il est en réalité.

La parole fut ensuite donnée à Fremont qui, dans un exposé très court, mais très net, nous démontra la trahison du Front Populaire, ainsi que la lâcheté de la C.G.T. Il nous fit voir que les fascistes eux, se soumettent tandis que le prolétariat lui, ne fait rien que des discours.

Nos trois camarades ont produit une forte impression sur le public et beaucoup comprennent ce que nous étions et ce à quoi nous aspirons.

Le Groupe.

Une collecte a été faite pour un camarade italien emprisonné par les fascistes.

PARIS-17°

Les fascistes sont chassés

Dimanche dernier, les fascistes du parti populaire français renouvelant leur provocation du 21, sont revenus vendre « L'Emancipation Nationale » au carrefour Marcadet. La réaction populaire ne s'est pas fait attendre longtemps; malgré la présence de forces de police, la foule, se formant en cortège, se dirigea vers les hommes de Doriot au chant de l'Internationale. Une bagarre s'engagea avec les fascistes armés de matraques, la police intervinant, et finalement les amateurs de dictature furent rossés, rejetés dans le métro ou arrêtés.

A signaler les brutalités de certains agents fascistes envers la foule ouvrière.

BANLIEUE-SUD: GENTILLY,

Qui lâche les affiches ?

Jeudi 25 février au cours de l'assemblée des syndicats de Gentilly qui se tenait à la mairie, nous avons surpris les citoyens Bourgeois dit Milo, afficheur municipal et Hauss, des communistes en train d'arracher nos affiches annonçant la réunion régionale des chômeurs du 1^{er} mars, à Bicêtre. A notre demande d'explications, Milo répondit que nos affiches avaient été enlevées parce qu'elles étaient collées sur l'emplacement pour des affiches administratives. Or il y avait sur ce panneau cinq affiches de toutes nuances politiques dont une seule avait un caractère administratif. Comment se fait-il que ce fut seulement la nôtre qui fut arrachée ? Est-ce inconscience, excès de zèle ou cela fait-il partie de la campagne de dénigrement et d'injure à jet continu contre le mouvement anarchiste qui ne s'en porte pas plus mal, au contraire; en tous cas nous savons maintenant que sabote notre affiche. Nos affiches furent souvent arrachées ou recouvertes, aussitôt collées et principalement celles du milicien, appelant à la solidarité pour les luteurs antifascistes espagnols unis sans distinction de tendances. Est-ce par ordre. Nous pensons que cet avertissement suffira pour que cessent ces agissements, malgré que Milo nous ait dit qu'il recommencerait à la prochaine occasion et dans le même cas.

Peut-être qu'une réunion de chômeurs n'intéresse pas ces deux employés communaux qui ont leur salaire assuré, mais que penseront les chômeurs de leur geste peu reluisant ?

Le Groupe Banlieue-Sud.

PONTOISE

Jeudi dernier, le groupe anarchiste avait organisé dans le quartier du Polhuis, une réunion publique contradictoire, qui attira un assez grand nombre d'auditeurs.

Succèsivement et dans des exposés remarquables, Ridet, Pergeas et Fremont, développèrent le point de vue anarchiste et se firent applaudir par l'auditoire, en démontrant que toute guerre impérialiste, quel que soit le principe invoqué est toujours une source de bénéfices pour les marchands de canons, tandis que les prolétaires paient de leur sang pour défendre ce qui ne leur appartient pas encore.

En résumé, excellente réunion de propagande qui portera ses fruits et développera notre influence auprès des ouvriers.

Dans une quinzaine de jours, nous ferons une réunion semblable dans un autre quartier, et nous espérons que nous aurons encore plus grand de camarades viendra nous écouter.

Pour le Groupe de Pontoise : Lecram.

VOIX DE PROVINCE

DIJON

Le groupe de l'Eveil Anarchiste remercie les camarades qui ont pensé à nos frères d'Espagne. Un premier envoi d'effets vient d'être fait au Comité Anarcho-Syndicaliste.

Une souscription, ainsi qu'un colis dont de notre camarade Carpentier sont envoyés en Espagne pour les camarades anarchistes de Dijon qui sont partis.

Nous préparons un deuxième envoi : nos amis de Dijon qui auraient des effets d'hommes, de femmes et d'enfants, peuvent nous les remettre s'ils le désirent. Nous tenons également à la disposition des camarades dijonnais des listes de souscriptions. S'adresser à P. Mathis, ou aux vendeurs du *Libertaire*.

P. MATHIS.

LE HAVRE

A l'école de « Gringoire »

Dans l'« Avenir de la Manche », notre camarade Collet fut pris à partie par Maurice Loir. Je ne sais pas ce qu'il a dit, mais Collet au moins eut l'honneur d'être pris à partie. Je pense qu'il a dû se plaindre de l'action des partis, socialistes ou communistes. Il n'y a donc là rien de surprenant, ni de tellement déplacé que Collet puisse mériter d'être traité comme il l'a été par Loir.

Il ne faut pas redouter la vérité. Très nombreux sont ceux qui s'élèvent d'une action gouvernementale, qui au lieu de faire payer les riches à leur demande de les aider à mener à bien une expérience sociale... qui les dépossèdent aujourd'hui ou demain. Des milliards sont dépensés pour une sécurité chimérique. La presse continue à empoisonner l'opinion publique, les fascistes à se grouper, à s'armer.

Voilà qui justifierait amplement nos critiques. Que Loir trouve cela très bien, estimant sans doute, avec beaucoup d'amis socialistes que le

ministère n'y peut rien momentanément, c'est son droit. Mais il admettra ou devrait admettre que d'autres hommes peuvent ne pas être de son avis et le dire sans être insultés !

Loir pense-t-il et nos amis socialistes avec lui, que toute liberté n'est bonne et tolérable qu'autant qu'elle ressemble à s'y prendre à la sienne, à la leur ?

Je connais Collet depuis 1920. Il milita ardemment au Havre en répandant des tracts dont la diffusion comporte d'autres risques que celles de bien des partis. D'accord avec nous, il a créé un groupe « Nouvel Age » à Saint-Lô ; la même année un meeting en faveur de l'Espagne avec Lanvère, etc.

Je termine en espérant que nos amis socialistes qui viennent d'éprouver toute la nocivité de la calomnie qui leur ravit ces temps-ci Roger Saengro, voudront bien désormais ne rien avancer qui ne soit exact ou utile à la discussion.

Pour le groupe anarchiste du Havre : Jacques MORIN.

FEDERATION ANARCHISTE
DU LANGUEDOC

Une Fédération régionale adhérente à l'U. A. est constituée. Les groupes, et individualités désireux de connaître notre position sont priés de se mettre en rapport avec le secrétaire.

Une tournée de propagande sur « la guerre qui vient », doit nous permettre de préciser notre position en face d'un grave sujet d'actualité, surtout à une époque où la plupart des organisations ouvrières sont dans une lamentable union sacrée. Cette tournée sera étendue à tous les groupes qui en feront la demande. Pour la Fédération : Le Secrétaire : Robert Casiet, 17, rue du Belfort, Narbonne.

LYON

A tous les hésitants

Cet appel s'adresse à tous les sympathisants, à tous les lecteurs du « Libertaire », aux vieux camarades, qui ont cessé de militer, découragés devant le peu de succès de leurs efforts et qui doivent reprendre confiance auprès d'eux devant la progression de notre mouvement. Aux jeunes, ceux qui sont attirés vers nous, mais qui hésitent encore. A tous les anarchistes qui militent dans les syndicats, les coopératives, les groupements pacifistes, la Libre-pensée, mais qui n'entrent pas à la seule organisation représentant vraiment leur idéal.

Certes, notre mouvement progresse, mais beaucoup trop lentement à notre gré. Cependant nous multiplions des réunions de quartier et logiquement cette propagande doit porter ses fruits.

Camarades, sympathisants, venez nous aider. Diffusez notre vaillant « Libertaire ». Il fait en ce moment l'admiration des vieux militants. « Jamais, disent-ils à nos vendeurs, nous ne l'avons connu aussi documenté, possédant une collaboration aussi intéressante. »

Groupe-vous à l'Union Anarchiste, c'est-à-dire à une organisation foncièrement anarchiste-communiste, qui allie le sens de l'organisation à la liberté de l'individu.

Face à tous les partis politiques, à toutes les chapelles sectaires, à toutes les démagogues, vous trouverez à l'U. A. ce qui n'existe nulle part ailleurs : la démocratie intégrale et le droit de penser librement.

M. Lavolet.

P.S. — Que tous prennent bonne note que le siège de l'Union Anarchiste est situé 212, rue de Gréqui. Le groupe de Lyon-Ville s'y réunit tous les vendredis et le groupe des Jeunes (J. A. C.) tous les jeudis.

Pour les camarades habitant Vaise, tous les vendredis au café Beme, 41, rue de Saint-Cyr.

A ces deux permanences, vous trouverez le « Libertaire » des brochures éducatives, des livres ainsi que, cartes, timbres, insignes de l'U. A. etc. On peut également y déposer les colis destinés à nos camarades Espagnols.

NANTES

Devant l'intransigence nationale, les travailleurs du bâtiment ont déclenché la grève pour obtenir le réajustement de leur salaire. Beaucoup de ceux-ci se trouvaient employés au travail de la foire commerciale qui doit s'ouvrir dans les premiers jours d'avril et qui se trouve sérieusement compromise par suite de l'arrêt du travail. Cédant à la campagne inspirée par ceux qui avaient des intérêts dans cette entreprise, le député-maire S.F.I.O. demanda au Conseil syndical du bâtiment, l'autorisation de se rendre à la Bourse du Travail pour parler aux grévistes et leur demander au nom de l'intérêt du commerce local de continuer les travaux de la foire. La réponse du bureau syndical, que je résume d'après un journal local, fut nette, il en effet estimé qu'il n'y avait pas lieu d'autoriser l'audition du maire, que tous les travailleurs étaient décidés à lutter jusqu'à complète satisfaction. Il a, d'autre part, affirmé que les syndicats étaient majeurs. C'est à eux seuls qu'il appartient de prendre toutes décisions concernant la corporation.

Ce geste d'indépendance syndicale méritait d'être signalé à une époque où souvent les responsables des organisations subordonnent l'intérêt de leurs mandants à l'opportunisme politique.

L. L.

MARSEILLE-GERMINAL

Germinal ! tu as enfin germé ; nous ne voulons pas que tu naisses dans l'atmosphère empuanti des bistrotiers — sous l'œil tyrannique du Maître-Empoisonneur ; nous avons préféré attendre, et nous avons enfin réussi à le trouver un Chez Toi — digne de ta destinée, digne de l'idéal que tu incarnes, digne de la confiance de tes amis. Chez toi, Germinal ! les anarchistes-communistes seront chez eux. Dans une salle spacieuse, bien aérée, bien éclairée, décorée artistiquement par le goût de tes amis.

Sous ton sein, Germinal ! nous travaillerons en harmonie pour l'idéal qui nous est cher inspiré par l'Union Anarchiste-Communiste tout inclusive, nous nous nous masserons, drapant noir déployé, et des livres à pleins bras. Nous leur dirons aux travailleurs, à ceux qui peinent : venez à nous, travailleurs des usines, des quais et des champs. Venez apprendre à penser, à vous libérer, et ensemble, par l'action révolutionnaire, nous reprendrons notre patrimoine que les capitalistes nous ont volé. Haut les cœurs, et en avant. C'est Germinal qui passe !

Germinal est né camarades, mais il a besoin pour se développer :

1° De chaises ou bancs, une table-bureau, une vieille armoire pour sa bibliothèque, des livres, beaucoup de livres pour l'instruction de ses membres, et surtout des amis, des adhésions.

Allons, les copains ! Germinal demande votre concours. Apportez-lui tout ce dont vous avez plus besoin à ses permanences tous les jeudis, de 17 à 20 heures, au 18, rue d'Italie, au 2^e étage. Vous serez les bienvenus.

« A chacun une paillote et Germinal aura son nid ».

Germinal vous appelle aussi au grand rassemblement car l'heure devient grave, les partis politiques faisant faillite ; nous allons bientôt être les héritiers.

Nos frères d'Espagne ont besoin plus que jamais de notre solidarité. Ceux de la F.A.I. ont les yeux fixés sur nous ; ne leur faisons pas de la peine par notre désunion. Germinal offre l'union à tous les anarchistes de bonne volonté ; par l'U.A.C., pour l'U.A.C. au travail !

A. Pascal.

MARSEILLE-SAINT-ANTOINE

Nous lisons dans l'Action Directe, organe du Groupe Libertaire de Saint-Antoine l'article suivant, vraiment d'actualité :

Ce qu'il faut dire

Parce que nous montrons les fautes et nommons les fautifs, certains crient à la division. Travailleurs, les communistes-libertaires et les syndicalistes révolutionnaires ne sont pas des diviseurs, mais des redresseurs d'erreurs.

Les erreurs de vos chefs, qu'énergiquement nous leur signalons, vous les constatez dans les détails de votre vie quotidienne.

C'est pourquoi nous répétons et leur répétons toujours :

Chefs syndicaux responsables, en vous incorporant au Front Populaire, en conduisant les politiciens, vous avez failli, et l'ennemi du peuple, « Le Capital », s'est ressaisi.

Maintenant, le patronat relève la tête et menace.

Nous convenons qu'en période agitée, des bourgeois qui désorientent ont toujours existé, mais elles ont une fin.

Travailleurs, rappelez-vous que les responsables de vos organisations doivent vous obéir et que vous n'avez pas à subir leur insuffisance.

Plus un millimètre de terrain ne doit être perdu. Halte-là ! Travailleurs, tous à l'action par l'Action Directe.

A. Roussel.

L'Action directe, c'est l'exécution d'une décision collective, par la collectivité même qui l'a prise, sans l'intermédiaire d'aucun chef, tribunal, messie, député, ni d'aucune autorité gouvernementale.

Travailleurs manuels et intellectuels sympathisants.

Le tract attendra son but dix fois plus vite si vous le faites circuler et lire à vos camarades et vos amis.

Pour venir à nous.

Lire chaque semaine, le *Libertaire*, qui donne l'adresse de nos réunions.

NIMES

Le Comité local pour l'Espagne libre tient à remercier les personnes qui ont bien voulu répondre à notre appel à la Solidarité en nous apportant leur aide, soit en linges, sous-vêtements, vêtements, chaussettes et bas, vivres et argent, pour nos petits orphelins espagnols. Nous faisons appel aux bonnes volontés, à tous ceux qui sont épris de sentiments humains et de fraternité, pour nous soutenir dans notre tâche pour élever dans la colonie Ascaso-Durruti, le plus possible de pauvres petits que nous serons en mesure d'adopter. Pour cela, camarade, il faut sans retard que chacun nous aide dans la mesure du possible, en nous apportant obole, linges, vêtements, chaussures, vivres, etc.

Nous avons été très touchés par le geste de solidarité du camarade Cléti pour le don de quatre douzaines de souliers neufs dont nous nous empressons de le remercier ainsi que Michel et Milan. A l'heure où paraîtront ces lignes un premier envoi sera fait. Adressez pour faire prendre les colis ou les porter chez M. Répon, peintre, 16, rue Bachalas, Nîmes.

Suite de la souscription : Lala, 5 fr. ; Michel, 5 fr. ; Alala, 5 fr. ; Marcellin, 5 fr. ; Pascual, peintre, 10 fr. ; Leli, 14 fr. ; El. Palaco, 4 fr. ; Uno, 15 fr. ; Sipé Francisco, 5 fr. ; Ripoll, 3 fr. ; Mari Vais, 3 fr. ; Elise vieux, 3 fr. ; Beridol, 1 fr. ; Goid, 3 fr. ; Marchand, 3 fr. ; Mathieu, 1 fr. ; deux Gonzales, 4 fr. ; Arthur Gand, 3 fr. ; Gharbi, 2 fr. ; Tipi, 2 fr. ; Cirelli, 2 fr. ; Granier, peintre, 3 fr. Rectification.

Pour le Comité.

SAINT-ETIENNE

GROUPE ASCARO-DURRUTI

Les compagnons désireux de renforcer l'Union Anarchiste doivent rejoindre notre groupe.

Pour qu'une organisation vive et se développe, des ressources financières régulières sont indispensables.

Le samedi 7 mars de 17 h. 30 à 18 h. 30 et le dimanche matin de 11 h. à midi une permanence fonctionnera à la salle 20 de la Bourse du Travail, siège de la Jeunesse Syndicaliste. Les abonnés au *Libertaire* et les adhésions à l'U. A. y seront reçues.

Ne soyez pas négligents, venez nous aider.

Brest, Montreuil, Villejuif, communications prévues trop tard. Au mardi pour la semaine prochaine.

La tournée de conférences
avec films

La tournée Ridet-Huart, avec les films sur l'Espagne devant passer la

première quinzaine de mars, dans la région de Pau, Tarbes, Bayonne, Bordeaux, les camarades de cette région désirant organiser une réunion

sont invités à se mettre en relation avec le camarade Jean Artigolle, 5, rue Foch, à Pau (B.-Pyr.).

OYONNAX (Ain)

Le camarade Huart, se trouvant dans la région, les camarades du Groupe d'Etudes sociales décident d'organiser une conférence contre la Guerre.

Malgré son caractère d'improvisation, cette conférence obtient un plein succès ; pendant une heure trois quarts le camarade Huart examina le problème de la guerre sous toutes ses faces.

Ensuite, notre camarade démontra que, seule la révolution pouvait sauver les Peuples, non seulement de la guerre, mais encore des innombrables misères qu'engendre fatalement le capitalisme.

Cette révolution pourrait être accomplie car maintenant les organisations existent ; que les adhérents de la C.G.T. se rendent compte de leurs possibilités et de leur responsabilité ; qu'ils entrent résolument dans l'action révolutionnaire et qu'ils se débarrassent des freins professionnels.

L'attention avec laquelle l'exposé de Huart fut écouté nous permet de croire que de l'excellent travail a été fait.

Prochainement, le Groupe d'Etudes sociales organisera d'autres conférences éducatives ; il espère que, comme d'habitude, le public répondra nombreux à son appel.

Géhel.

SAINT-PIERRE

Le mardi 23, salle de la maison du Peuple de Saint-Pierre, nous donnons une conférence sur l'Espagne avec projection de films ; malgré le mauvais temps et le manque de publicité cette conférence attira un public assez nombreux qui ne ménagea pas ses applaudissements au camarade Huart.

La projection des films fut également goûtée et l'assistance se retira satisfaite, non sans avoir manifesté sa solidarité envers nos camarades Espagnols.

SAINT-FONS

Le lendemain la même conférence fut donnée à Saint-Fons dans la grande salle des fêtes ; cette salle fut bientôt remplie d'un public extrêmement nombreux et la séance put commencer plus tôt que de coutume car à 20 h. 30 il n'y avait plus une place dans la vaste salle.

Public vibrant et enthousiaste qui fit un énorme succès aux orateurs : le camarade Huart et le camarade Fourcade.

Comme toujours cette conférence était publique et contradictoire, mais, comme d'habitude, personne ne se présente.

Les films eurent leur succès habituel et les assistants montrèrent leur solidarité envers leurs frères d'Espagne.

A noter que dans ce pays les communistes prétendaient que notre camarade Durruti appartenait au P. C. ; incidemment, nous fimes justice de cette affirmation qui démontre que les jésuites rouges n'ont rien à envier aux jésuites noirs.

LA VIE DE L'U.A.

Commission administrative. — Réunion lundi 8 mars à 20 h. 30.

III^e et IV^e arr. — Jeudi, 4 mars, tous au meeting. Vendredi 5 mars, réunion, 92, rue des Archives.

V^e et VI^e arr. — Attention, les camarades des V^e, VI^e et XIII^e sont avisés que le groupe du V^e arrondissement tient une bibliothèque tous les dimanches matin, où ils pourront acheter foudrards, brochures, insignes, au café de la Place du marché Moutelard au 2, rue Broca.

XI^e et XII^e arr. — Vendredi 5 mars, à 20 h. 30, 170, rue du Foubourg-Saint-Antoine, causerie par le camarade Fremont.

XIV^e arr. — Vendredi à 21 h. au 36, rue de Vanves, café Papillon.

XV^e arr. — Tous les vendredis à 20 h. 30, Salle Jourdain, 69, rue de la Convention.

XVI^e, Boulogne-Billancourt. — Tous les mardis à 21 heures, chez Cuvilliers, 50, avenue des Moulinaux, Boulogne-Billancourt.

XVII^e arr. St-Ouen. — Jeudi, 11 mars, à 21 h. Restaurant, 100, rue Cardinet.

XVIII^e arr. — Réunion tous les mercredis à 21 heures « Au Sans-Souci », 100, rue Ordener.

XIX^e. — Tous les jeudis, à 20 h. 45, salle Quellénec, 70, rue de Flandre.

XX^e arr. — Mercredis, à 20 h. 30, au 67, rue Ménilmontant, salle Lejeune, 1^{er} étage.

Intercommunal de la Banlieue-Sud. — Lundi 8 mars, 20 h. 30, chez Cayez, 51, rue Friolaise, à Gentilly. Présence indispensable de tous.

Bagnolet. — Tous les vendredis à 20 h. 30, salle Ober, 43, rue Hoche. Exceptionnellement la semaine prochaine, réunion le jeudi, même local.

Blanc-Mesnil. — Les camarades sont prévenus qu'ils trouveront le « Libertaire » toutes les semaines chez le dépositaire de journaux, avenue de Drancy.

Bobigny. — Samedi à 20 h. 30, salle Duvernois, place Carnot.

Canton de Charenton. — Mardi 9, à 21 h. 37, quai de Carrières, à Charenton.

Champigny. — Tous les derniers samedis de chaque mois chez Mme veuve François, place du Marché, à 20 h. 30. « Le Libertaire » est en vente à la Librairie Galigne à côté de la mairie.

Chelles. — Les camarades désirant adhérer au groupe sont invités à s'adresser à Bernier, 12, quai Auguste-Prevost.

Clamart. — Le « Libertaire » est en vente au Café Gouberte, 41, avenue du Bois-de-Boulogne.

Colombes. — Tous les jeudis au bar Colombia, 56, rue Saint-Denis.

Courbevoie-La Garenne. — Vendredi, 12 mars, à 20 h. 30, avenue Marceau, 7, à Courbevoie. Présence indispensable de tous.

Drancy. — Réunion tous les 1^{er} et 3^e samedis du mois salle Passabon, 50, avenue Marceau.

Ermont. — Tous les lundis soir à 21 heures, 123, rue de la Gare (au fond de la cour à droite).

Gagny. — Les camarades désireux de fonder un groupe libertaire dans la région peuvent s'adresser à Boyer, au « Lib ».

Gennevilliers. — Vendredi 26 février, à 20 heures, 30, 30, rue Saint-Denis.

Issy-les-Moulineaux. — Pas de réunion. Vendredi 5 mars. Tous les jeudis et vendredis soir, vente du « Libertaire » au métro « Mairie d'Issy ».

Levallois-Perret. — Tous les samedis à 20 heures, 30, café Vaulduc, 67, rue Marius-Aulan.

Livry-Gargan. — Vendredi 5 mars, à 20 h. 30, au siège, 44, av. Montgolfier, de 9 h. à 11 h.

Malakoff, Vanves, Châtillon. — Tous les mercredis, à 20 h. 30, salle de la Coopé, 43, rue Victor-Hugo, à Malakoff.

Montreuil. — Tous les jeudis à 20 h. 30, salle de la Coopé, 11, rue de l'Eglise.

Nogent-sur-Marne. — Tous les mercredis, à 21 heures, chez Barreau, 11, rue de l'Eglise.

Noisy-le-Sec. — Le groupe se réunit tous les 2^e et 4^e vendredis de chaque mois, au café du Silece, maison Pige, face à la mairie.

Palaiseau. — Tous les mercredis, à 20 h. 30, au local habituel.

Pontoise. — Réunion tous les quinze jours. Pour tous renseignements, s'adresser au 14, rue Beaujour, de 12 à 14 heures et après 18 heures.

Puteaux-Neuilly. — Tous les vendredis, à 20 h. 30, Salle Municipale, rue Roque-de-Fillol.

Sartroville. — Tous les dimanches, les camarades anarchistes de Sartroville-Maisons-Laffitte se retrouvent derrière nos amis vendeurs du « Libertaire » et du « Combat syndicaliste », au marché, à partir de 9 heures, près de la gare. Tout ce qui concerne le groupe doit être adressé à Le Maner, 5, rue Friedland.

Sainte-Geneviève-des-Bois. — Le « Libertaire » est en vente chez Couyères, libraire, 177, avenue de la Gare, et chez Maurice, cafetier, 2, avenue de la Gare.

Stains. — Mardi à 20 h. 30, chez Frédo, boulevard Maxime-Gorki.

Suresnes. — Pour tout ce qui concerne le groupe, écrire, à Coche Louis, 61, rue de Verdun.

Valenton. — Tous les jeudis à 20 h. 30, salle du Château.

Versailles et environs. — Tous les vendredis à 9 h. 30, rue de la Paroisse, café de la Grande-Fontaine.

Viroflay et Saint-Cyr. — Les camarades désireux de former un groupe dans ces localités sont

L'offensive des leaders communistes dans les syndicats contre les minorités lutte de classes, c'est l'offensive des renégats contre leur passé!

Silence dans le rang!

Ca n'a pas traîné. Dès leur installation à la direction de l'Union des Syndicats de la région parisienne nos braves staliniens ont tenu à nous montrer que les méthodes qu'ils emploieraient pendant des années au sein de la C.G.T.U. ne tarderaient pas à être mises en vigueur contre tous ceux, qu'ils soient réformistes ou révolutionnaires, qui mettaient au premier plan l'indépendance absolue du syndicalisme.

Dans un communiqué, publié dans les journaux du 24 février, il est dit que la C.E. de l'Union des Syndicats, réunie le 22, se félicite du renouveau considérable qu'a eu, tant à Paris qu'en province, le congrès qui s'est tenu à Huyghens les 5, 6 et 7 février. Or pour le « retentissement considérable », d'accord. Les camarades de province sont prévenus, ils savent maintenant comment nos staliniens opèrent pour s'emparer de la direction du mouvement syndical.

Cependant ces braves n'ont pas fait que se réjouir, fidèles à leurs vieilles habitudes ils ont fait inclure dans ledit communiqué de la C. E. un petit fillet qui est pour nous une menace à peine dissimulée. Le voici tel que l'a publié « Le Peuple » :

« L'unité qui, depuis le début jusqu'à la fin, même sur la désignation de l'organisme de direction, s'est manifestée sur tous les problèmes soumis aux congressistes, a démontré à quel point s'est renforcé et consolidé l'esprit d'unité de Toulouse, le bloc en profondeur de tous les syndicats, et à quel point sont incompréhensibles, sans effets et condamnables, les manœuvres que tentent encore quelques personnalités sans influence et sans mandat, cherchant à créer un mouvement fractionnel dans la C. G. T. »

Et donc ! Des personnalités sans mandat cherchent à créer un mouvement fractionnel dans la C. G. T. Mais, les fractions, disent tous les adjoints Fick de P. C., nous appartenons, nous seuls avons le droit de les réunir quand il nous plaît et tant pis pour les bons jobards ex-confédérés à qui nous avons fait avaler qu'elles n'existaient plus.

On dit cela entre soi mais à la C. E. et ailleurs on tonne contre le mouvement fractionnel. Que le P. C. ait des fractions organisées à tous les échelons du mouvement syndical pour diffuser ses mois d'ordre politiques, qu'il tente l'alignement de ces fractions de s'emparer de toutes les directions syndicales, cela est, certes, bien et ne souffre aucune discussion, mais que des travailleurs qui sont sans « influence », sans « mandats », électoraux ou autres veulent se réunir, discuter, écrire dans des journaux, pour défendre l'indépendance du syndicalisme, cela n'est pas permis.

Que les ex-unitaires qui trônent au bureau confédéral et à l'Union des Syndicats de la Seine publient un organe de tendance, qu'ils en imposent l'achat à tous les adhérents de nombreux syndicats c'est toujours très bien, mais que des syndiqués veulent répondre au journal communiste « La Vie Ouvrière », en écrivant des articles défendant leur point de vue dans le « Libertaire », la « Révolution Proletarienne » ou « Syndicats » et qu'ils veulent diffuser ces journaux parmi leurs camarades de travail, c'est vraiment inadmissible et c'est faire œuvre de division !

Silence, dans le rang ! fera bientôt pendant au mot d'ordre « Les soviets partout ! » si les militants du rang, les sans-mandats, ne se groupent pas contre les politiciens qui veulent domestiquer le mouvement syndical.

La syndicalisme révolutionnaire n'est pas mort. Nous savons qu'il a encore de fortes attaches, aussi nous ne nous inclinons pas plus devant l'ukase de la majorité de la C. E. de l'Union des Syndicats de la Seine que nous ne nous inclinons devant celles des dirigeants de la C. G. T. U. D'ailleurs, il n'y a pas eu unanimité à la C. E., nos camarades comme Roger Hagmann et Paul ont refusé de s'associer à la manœuvre des Staliniens.

Quant aux camarades ex-confédérés, non-infectés au P. C., qui ont été complices, ils s'apercevront avant peu combien ils ont été dupes.

Il est certain que quelques vieux militants confédérés ne peuvent regarder qu'avec attendrissement ces soi-disant communistes qui, comme eux, ne parlent que de défense nationale et d'union sacrée. Ils sont faits pour s'entendre. Aussi rien d'étonnant si le réformisme a été le seul grand vainqueur du dernier congrès de l'Union de la Seine.

Que de chemin parcouru depuis quelques mois, depuis la touchante idylle de Laval et Staline ! Remises aux « nécessaires » phrases confédérales la démocratie bourgeoise et niant la défense nationale en régime capitaliste. On défie maintenant sous les plis du drapeau tricolore et aux mâles accents de la « Marseillaise ». Les « chefs » se frottent à la grande bourgeoisie et jouent aux hommes d'Etat.

Quel record dans l'abdication et aussi quelle comédie. Pauvre masse ouvrière qui a suivi quand on adorait le « désinisme révolutionnaire » de Lénine, tu suis encore sans te rendre compte que le « nationalisme » de Staline te mène tout droit à la guerre.

Et il faudrait nous taire. Non ! Nous crierons la vérité, nous dirons aux syndiqués de fuir les politiciens dans la peste. Nous nous dressons contre tous les mensonges et nous demandons à tous les syndicalistes révolutionnaires, à tous ceux qui sont partisans d'un syndicalisme de lutte de classes de se concentrer pour endiguer le flot envahisseur des hommes de Staline qui veulent se servir du mouvement syndical pour des fins qui sont à l'opposé de l'intérêt du prolétariat. Le syndicalisme est pour la classe ouvrière, l'arme la meilleure et la plus efficace, mais pour cela il faut qu'il soit libre et absolument indépendant. Une C. G. T. aux mains des politiciens tricolores du bolchevisme stalinien, c'est la classe ouvrière à nouveau divisée car dans une organisation dirigée par eux on n'a qu'un seul droit : se taire.

Nous refusons de nous taire et nous débattons pour la défense du syndicalisme révolutionnaire !

Julien AUFRERE.

LES CAUSERIES DE NOS GROUPES D'USINES

Les membres des groupes d'usines de la région de Châtillon et de Malakoff et les sympathisants, sont fraternellement invités à la causerie de notre camarade Nicolas. Sujet traité : Le communisme libertaire. Samedi 6 mars, à 9 heures, salle de la Coopérative, 43, rue Victor-Hugo, à Malakoff.

Le libertaire syndicaliste

UNE FAUSSE MANŒUVRE A ÉVITER

Qui ne se souvient des démonstrations édi-fiantes par lesquelles, quand il était dans l'opposition, Léon Blum entendait mettre à nu la malhaisance du régime qui consacre la majeure partie de ses finances à accroître les œuvres de mort, tandis que le chômage et la misère sont installés à demeure dans les foyers ouvriers.

Hélas, par une cruelle ironie du sort, il était dévolu au chantre du « désarmement simultané et contrôlé » de patronner peu après son arrivée au pouvoir le plus formidable budget de guerre qui se soit vu.

A la thèse « la sécurité par le désarmement », il a substitué celle de la sécurité par le réarmement intensif. Ce sont les propres termes de son discours-réponse à Flandin dans lequel il avoue : « La contradiction... je la vois entre les directives de notre politique nationale et certaines nécessités de notre politique internationale ; il est difficile de faire coexister une œuvre hardie de réformes sociales avec un effort intensif d'armement. »

Et, terriblement empêtré dans ce dilemme, le socialiste président du Conseil a fini par choisir : réarmement d'abord ! réformes sociales... après la pause.

La pause, c'est-à-dire la politique de prudence et de modération qui permettra de dissiper les inquiétudes des capitaux qui se refusent à répondre à l'appel du pays », et de reprendre cette course aux armements qui doit précipiter la catastrophe.

Ainsi, sous le règne de Léon Blum comme sous celui de ses prédécesseurs, le bien-être

social doit céder le pas aux « nécessités » de la défense de notre impérialisme.

Et c'est pour couvrir ce marché de dupes que l'on demande aux travailleurs de ne pas répondre aux attaques répétées du patronat contre le droit syndical, contre les conventions collectives, contre les salaires.

C'est au moment où le pouvoir d'achat ouvrier est descendu au niveau de mai dernier, par suite de manœuvres spéculatives trop longtemps tolérées, que l'on adresse aux sacrifiés d'hier, d'aujourd'hui et de demain, des appels au calme.

C'en est trop ! les gens du bâtiment l'ont signifié l'autre jour à leurs responsables syndicaux, de la façon nette et brutale qui leur est propre. Ceux-ci ont d'ailleurs compris, puisque peu de jours après, leur insistance arrachait de sérieux avantages au patronat.

Talonné par la base, le secrétariat de l'Union des Syndicats de la Seine, réagit à son tour d'une façon qui n'est pas pour nous déplaire, puisqu'il reconnaît « que les arbitrages derniers ont abouti en fait à diminuer la puissance d'achat des salaires, à leur imposer un sacrifice, c'est-à-dire un recul sur les points acquis. » Il est tout de même piquant de trouver ces critiques sous la plume des champions de l'arbitrage obligatoire, qui d'ailleurs n'ignorent pas les menaces de sanctions encourues par les militants qui, notamment au syndicat des Métaux, préconisent l'action directe devant ces faillites successives.

Quoi qu'il en soit, enregistrons ces symptômes comme une réaction salutaire contre la

carence gouvernementale, comme une marque de défiance contre la duperie de la conciliation avec un adversaire qui conserve les principaux atouts dans son jeu.

La classe ouvrière possède, elle, un atout formidable : c'est la conscience de sa force, qui suffit à mettre à la raison les exploitateurs de tout acabit lorsqu'elle fait fi des conseils intéressés des politiciens.

La pause serait un recul tant que le patronat possède les moyens de « tourner » les revendications ouvrières et qu'il est appuyé en cela par la complicité gouvernementale.

Voilà ce que comprennent les ouvriers qui reconnaissent par là-même la nécessité de faire leurs affaires eux-mêmes et d'œuvrer par leur action directe à réaliser leurs aspirations.

Aux d'ouvrir la brèche en pénétrant le secret commercial, en démontant pièce par pièce, tous les rouages de l'exploitation capitaliste, en appliquant un contrôle approprié, fruit de leur collaboration étroite et persévérante au sein de l'entreprise, qui leur permettra, en connaissance de cause, de forcer les résistances patronales.

Et puisque l'on parle à nouveau, dans les sphères dirigeantes de notre centrale syndicale, de nationalisation, voire d'expropriation, pour quoi ceux de la base n'exigeraient-ils pas que l'on entreprenne sans tarder, dans les syndicats, de les initier à ce rôle de contrôle et de gestion de l'entreprise qu'ils ont le droit d'ambitionner pour un proche avenir ?

N. FAUCIER.

DANS LE BATIMENT

La riposte de la base contre les bonzes

Je lis toujours avec attention les journaux qui s'occupent de la question syndicale, quelle que soit leur tendance.

C'est ainsi que dans le journal « Syndicats » du 25 février, on put lire un papier du camarade Froideval, responsable du syndicat du Bâtiment, que les gars du bâtiment encaissent difficilement l'arbitrage obligatoire et devant eux leurs revendications si justifiées et non satisfaites, les d'attendre, s'en prennent aux secrétaires de leur syndicat, et Froideval commente les réactions des meetings.

« Les militants furent chahutés, conspués, sans distinction de tendances et de fonctions et l'on sentit nettement, que la colère ouvrière, qui manifestait contre les secrétaires d'organisations qui n'en pouvaient mais... était une explosion qu'il était préférable d'avoir enregistrée de cette manière, plutôt que de la voir s'exprimer plus violemment encore et avec des conséquences plus graves... »

Et Froideval, devant l'énergie des gars, pense qu'il serait souhaitable que la décision de l'arbitrage soit juste et prudente, réponde au désir des compagnons.

Cela est parfaitement mon avis, car ceux-ci ont compris que l'arbitrage ne pouvait être qu'une vaste duperie, un instrument entre les mains du Capital pour freiner l'action revendicative de la classe ouvrière, restreindre et même supprimer le droit de grève, l'arme de défense la plus efficace du monde du travail.

Les gars du bâtiment ne sont pas des théoriciens. Ils ne s'embarrassent pas de grands mots, mais parlent et agissent brutalement par instinct de classe et selon le bon sens ouvrier.

Ils se rappellent également ce qu'ils ont souffert dans le passé pour créer la C.G.T. et en faire une puissante organisation. Les Bâtimentiers ont compris, encore une fois, que cette dernière devait rester indépendante des partis politiques et des gouvernements, quels qu'ils soient, et, aujourd'hui plus que jamais, ils comprennent la nécessité de cette indépendance et l'exigent, malgré le chagrin que quelques bonzes de partis politiques ou syndicaux peuvent en concevoir.

Et le camarade Froideval conclut :

« Qu'il nous soit permis cependant de dire qu'il y a des moyens d'action ouvrière qui sont acceptables pour certaines catégories de travailleurs et difficilement assimilables pour d'autres. »

Les gars du bâtiment, fortes têtes au cœur généreux, se familiariseront-ils avec la procédure d'arbitrage contre laquelle ils pestaient tant l'autre fois. C'est peu probable.

La patience, l'attente et l'eau bénite de cour ne sont pas leur fort et ils ont en cela raison. A la diplomatie et aux conférences protocolaires on l'on échange trois balles sans résultat, ils préfèrent la bataille franche, rude et brutale. Ce n'est pas non plus toujours une solution. Alors ???

Alors ? Alors c'est simple. Les gars du bâtiment ont confiance dans leur organisation syndicale et lui demandent d'agir : ils ont foi en leur propre action directe pour faire aboutir leurs revendications, se riant des pleureurs du micro, se fiant de l'arbitrage obligatoire comme de leur première liquette, et c'est tout raison.

Félix GUYARD.

AUX CHANTIERS LAJOINIE (TROCADERO)

Pas d'injures! Des faits!

Où veut-on en venir dans ce chantier ? Que deviennent les droits du syndiqué ? On m'impute à crime une protestation que j'ai faite par la voie de ce journal contre des procédés qui me sont apparus nettement antisindicalistes. Je l'ai dit comme je l'ai écrit et suis prêt à soumettre ces cas devant des commissions responsables, sur les droits et devoirs des syndiqués. Des actes de sectarisme de cette sorte ne peuvent qu'amener des réactions inverses et si des formules employées choquent, c'est regrettable, mais il ne fallait pas commencer.

Jusqu'à nouvel ordre chaque syndiqué a le droit d'avoir une opinion personnelle et de l'exprimer, en respectant, c'est naturel, les droits des autres syndiqués. Mais, vraiment, dans ce chantier, on verra tout. Sur cet incident, mettons malheureux, après la riposte on aurait dû chercher à apaiser les esprits dans l'intérêt bien compris de tous les ouvriers. Les délégués titulaires du chantier ont cru devoir ressusciter l'histoire et l'arranger, à leur manière, dans un placard affiché à l'intérieur du chantier à l'occasion d'une élection de délégués alors que j'étais candidat. Je ne sais jusqu'à quel point ce procédé est régulier. Les camarades délégués s'estiment calomniés. Je ne vois quant à moi aucune calomnie dans ce que j'ai écrit.

Que dirais-je personnellement moi qui, depuis des semaines, suis en butte à toutes sortes de provocations et d'injures pour le seul crime de ne pas partager la façon de voir de nos perméants régionaux et fédéraux sur la façon de défendre les revendications posées et avoir eu un point de vue particulier sur les travaux de l'exposition en les prenant comme point d'appui pour l'obtention de nos revendications.

Les diverses réunions tant de délégués que de syndiqués qui ont eu lieu par la suite m'ont prouvé que la grosse majorité des ouvriers était de mon avis, est-ce pour cela que je suis devenu la bête noire ? Il faudrait qu'on le dise franchement. Quant à moi, fort de mon droit de syndiqué, je continuerais à dire et écrire ce que je pense de l'action syndicale. — A. Pinçon.

DANS LES GARAGES

Est-il exact que certains salariés du garage de l'Arc de Triomphe, 30, rue de Tilsit, Paris, soient obligés de faire alternativement des semaines de 72 et de 84 heures ?

Est-il exact que certains salariés de cette boîte n'aient droit qu'à un jour de repos non payé par quinzaine ?

Ohé, l'inspection du travail, est-ce la loi ? F. Gavard.

Dans les boîtes et sur les chantiers

LA GREVE DE LA CITAX

Où allons-nous ?

Oui, camarades, où allons-nous ?

Lors de la réunion du 26 février des délégués de l'inter-Citax, le secrétaire du Syndicat des Chauffeurs a conseillé aux délégués de ne pas s'opposer à ce que les camarades qui trouvent un emploi, le prennent, mais au contraire les a encouragés indirectement dans cette voie. A part quelques bons camarades responsables n'admettant pas un tel parti dérogatoire de Delpolier, et essayant d'envers et contre tout, de faire comprendre « que cela ne va pas », ceux qui ont intérêt « à suivre les ordres d'en haut » font sans cesse appel à « la discipline » pour créer une diversion. D'autre part, en vue des prochaines élections pour le conseil syndical, et le bureau, Delpolier fait comprendre aux camarades bien disciplinés qu'ils ne doivent pas s'écarter des chemins, tout tracés dans lesquels on les engage.

Si nous voulons que la loi du statut du taxi soit votée, qu'elle fasse ouvrir les portes de la Citax et rende leur travail aux 3.000 grévistes de cet établissement, il faut une action ferme qui englobe toute la corporation.

Le syndicat a proposé à la réunion du mercredi, 3 mars, à la Mutualité, quelques petites manifestations, qui ne donneront sûrement aucun résultat. En effet, ce n'est pas quelques embouteillages qui peuvent influencer les Peugeot et autres, qui s'en moquent totalement, mais une action plus ample, comprenant toute la corporation, une action forte et convaincante : une grève totale avec occupation des garages et ateliers. Cela seul pourra obliger Peugeot, par son interprète l'entreprise, à céder et le gouvernement à prendre ses responsabilités.

Julien Lefèvre, garage Marcadet.

SUR LES CHANTIERS DE L'EXPOSITION

Depuis quelque temps, la grande presse de gauche comme celle de droite, même grand bruit pour l'ouverture de l'Exposition à la date du 1er mai 1937. Pour nous ouvriers du bâtiment que cela se fasse au 1er mai 1938, à Pâques ou à la Trinité, ou à la Saint-Sylvestre peu nous importe. Ceux qui lancent ces grands airs ce sont nos bons bourgeois de politiciens et de dirigeants fédéraux, ceux qui n'ont jamais eu très peu connu le chômage, ceux qui vivent sans souci du lendemain, leur billeck étant assuré. Dernièrement aux Arts Ménagers, nous assistions à un meeting, où nos dirigeants et des politiciens de toutes nuances prenaient la parole, c'était la même prose, mais pas un mot, pas la moindre condescendance, sur les morts et les blessés que compte déjà l'Exposition.

Pour la gloire et le prestige de politiciens plus ou moins tarés, la vie des travailleurs ne compte pas. Et nous ouvriers du bâtiment, nous savons déjà que l'ouverture de l'Exposition sera le renvoi massif de milliers de travailleurs, jetés sur le pavé, allant à la recherche d'un emploi problématique sur les « grands travaux inexistantes » et ce sera de nouveau la sous-alimentation, la gêne et la misère qui s'installera dans de nombreux foyers ouvriers.

Un terrassier libertaire de l'Exposition.

CHEZ J.-J. CARNAUD, A BILLANCOURT

Dans cette fête ce fut la semaine passée une belle provocation patronale. En effet, depuis quelques mois, la direction fasciste avait embauché une ouvrière fasciste d'origine allemande (ce n'est évidemment pas cette origine que nous lui reprochons, étant avant tout des internationalistes) mais cette femme faisait un travail pour le P.S.F., ce qui déplaçait aux camarades qui le lui avaient fait sentir. Lundi soir, une trentaine de croix de feu étaient venus attendre les ouvrières qui quittaient à 10 heures le soir et les matraquèrent sous prétexte que la direction avait mis à pied une croix de feu par ce

qu'elle venait travailler armée. Inutile de dire que les camarades se défendaient avec succès.

Cela prouve bien que nos réactionnaires sont décidés à passer à l'action et qu'il faut absolument que les ouvriers et ouvrières sortent de la torpeur dans laquelle veulent les laisser les bonzes syndicaux qui ne savent que parler de calme et de discipline.

Camarades, il faut passer à l'action ; les ouvriers conscients ne doivent compter que sur eux-mêmes de bavardages.

Les leçons des grèves de juin sont encore présentes à nos mémoires, elles prouvent que pendant le mouvement sous l'impulsion de tous les travailleurs les pouvoirs publics et le grand patronat furent obligés de reculer et de nous accorder au compte-goutte, nos justes revendications par la suite, par l'action des élus ; sous les attaques répétées de nos adversaires fascistes et patrons, nos avantages sont tous les jours rognés.

La vie a augmenté de 40 %, nos salaires de 15 % et ensuite 8 0/0, les quarante heures sont sabotées. Les bâtimentiers de l'exposition travaillent par des articles de « la Vie Ouvrière », par des discours de Blum ont accepté de faire des heures supplémentaires et les dispos fascistes sont prêts à faire le reste.

Camarades de chez Carnaud, plus que jamais unis dans notre vieille C. G. T., faisons nos affaires nous-mêmes, imposons notre propre point de vue à nos bons syndicaux ralliés aux idées de collaboration de classes.

Pour un syndicalisme de lutte de classes. Pour une action révolutionnaire. Formons nos milices antifascistes d'usines. Le groupe anarchiste de chez Carnaud.

CHEZ ERICSSON ET THOMSON

Voici une motion qui a été adoptée en assemblée générale qui groupait près de 500 monteurs de cette maison :

La vie ayant augmenté de 20 % au 1er janvier 1937 et ayant dépassé les 30 0/0 à l'heure actuelle et de ce fait, le pouvoir d'achat des tra-

DANS LES SYNDICATS

DANS L'HABILLEMENT

Les quarante heures et le préjugé « petit patron »

Nous n'entendons pas souvent parler de la date où les quarante heures, seront enfin mises en application dans notre corporation.

Les « nacos » qui dirigent le syndicat, se montrent là, comme dans tout ce qui s'est passé, depuis un an, des incapables.

Avec des milliers de syndiqués comme il y en a sur la place, ils s'amusent à aller faire la queue chez le ministre, Dormoy, et s'en rapportent à sa parole.

Il y a pourtant un moyen beaucoup plus simple et qui trancherait la question d'une façon plus rapide : ce serait de recommencer la fermeture des magasins et des ateliers, en se dispensant de l'avis du ministre.

Mais voilà on est Front populaire ou on ne l'est pas et si on l'est, il ne faut pas faire de peine à la main légère à M. Léon Blum.

Mais il y a un argument qui nous a été présenté, et qui serait la cause du retard de l'application ; il s'agit en l'occurrence du patronat.

Il paraît que ce serait pour eux la

ruine car n'ayant pas les rems assez solides, pour résister au choc ils se feraient certainement dans l'obligation de fermer leurs baraquas.

Est-il possible que des dirigeants de syndicats ouvriers puissent prendre en considération un aussi piètre boniment ?

Il est vrai qu'ils sont avant tout, des politiciens exécutant à la lettre le mot d'ordre de leur parti, lequel a mis sur les classes moyennes, et veut le bonheur du petit commerce.

Il y a là un sophisme qu'il nous appartient de dénoncer.

Qui donc pourrait regretter la disparition des « petits patrons » ? Certainement pas ceux qui ont été appriés à les connaître à leurs dépens.

Exploiteurs ils le sont jusqu'au bout des ongles. Les normes de travail qu'ils imposent aux ouvriers ne ressemblent pas à celles élaborées par les organisations ouvrières ; et si un ouvrier ne s'y conforme pas il est immédiatement mis à la porte.

Il n'y a aucune raison pour le ménage. Voilà ce que tous les syndiqués conscients doivent comprendre. Les lumières qui dirigent actuellement le syndicat de l'habillement feraient bien de s'en inspirer.

Lagrange.